



COMMUNIQUÉ
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

RONA TERMINE L'ANNÉE EN FORCE AVEC UNE CROISSANCE DES VENTES ET DES PROFITS AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2009

FAITS SAILLANTS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

- Augmentation des ventes de 1,5 % et croissance des ventes comparables de 0,7 %.
- Hausse de 22 points de base de la marge d'exploitation (10 points de base en excluant les éléments inhabituels reliés à la consolidation de magasins en 2008).
- Bénéfice net de 30,9 millions \$, en hausse de 1,1 million sur 2008.
- Bénéfice dilué par action de 0,24 \$ comparativement à 0,25 \$ au quatrième trimestre 2008. Effet de dilution à court terme sur le bénéfice par action de 0,02 \$ à la suite de l'émission d'actions en juin dernier.
- Nombre important d'applications au programme de bonification des crédits d'impôt à la rénovation RONAventure représentant des projets de rénovation évalués à plus de 140 millions \$ pour la durée complète du programme.
- Lancement de quatre nouvelles marques contrôlées (FACTO, UBERHAUS, UBERHAUS DESIGN et UBERHAUS PRO) et introduction de quatre nouvelles catégories de produits.
- Lancement de STUDIO par RONA, un nouveau concept de magasin spécialisé dans la décoration et la peinture, avec l'ouverture de trois nouveaux points de vente.
- Mise en place d'un programme novateur de planification de la relève, conçu pour faciliter l'acquisition de magasins par des aspirants entrepreneurs.

Boucherville (Québec), le 25 février 2010 – RONA inc. (TSX : RON), le plus important distributeur et détaillant canadien d'articles de quincaillerie, de rénovation et de jardinage, a enregistré des ventes consolidées de 1 140,9 millions de dollars au quatrième trimestre 2009, soit 16,3 millions, ou 1,5 % de plus que les 1 124,6 millions enregistrés en 2008. Cette augmentation est due à une hausse de 0,7 % des ventes comparables, aux ventes générées par les magasins récemment ouverts ainsi que de la croissance des ventes du secteur de la distribution. Le quatrième trimestre marque également un retour à la croissance des profits pour RONA avec un bénéfice net de 30,9 millions de dollars, soit une augmentation de 1,1 million sur 2008.

Pour l'exercice 2009, les ventes consolidées se sont établies à 4 677,4 millions de dollars, soit 213,8 millions, ou 4,4 % de moins que les 4 891,1 millions enregistrés en 2008. La baisse provient principalement de la diminution des ventes comparables de 4,8 % ainsi que de la légère baisse des ventes du secteur de la distribution. Ces baisses sont attribuables à la diminution de mises en chantier enregistrées au cours de l'exercice, particulièrement dans la première moitié de l'exercice, lesquelles ont exercé une pression à la baisse sur les ventes des spécialistes en matériaux, ainsi que sur les dépenses de rénovation des ménages puisque les acheteurs procèdent généralement à d'importants travaux d'amélioration dans les mois et les années suivant l'achat d'une nouvelle propriété. La diminution des ventes comparables est également attribuable à la faiblesse du niveau de confiance des consommateurs canadiens, qui malgré une récente amélioration, se situe toujours à un niveau inférieur à l'an dernier.

Le bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre 2009 a atteint 78,8 millions de dollars comparativement à 75,3 millions en 2008, une hausse de 3,5 millions ou 4,7 %. Quant à la marge d'exploitation, elle est passée de 6,69 % à 6,91 %, soit une augmentation de 22 points de base. En excluant les éléments inhabituels reliés à la consolidation de magasins en 2008, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 78,4 millions de dollars au quatrième trimestre 2009, une hausse de 2,3 millions, soit 3,0 % sur le bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre 2008. La

marge d'exploitation, excluant éléments inhabituels, a pour sa part augmenté de 10 points de base, passant de 6,77 % à 6,87 %.

Pour l'exercice 2009, le bénéfice d'exploitation a atteint 333,0 millions de dollars, en baisse de 31,7 millions ou 8,7 % comparativement aux 364,7 millions enregistrés en 2008. Quant à la marge d'exploitation, elle est passée de 7,46 % en 2008 à 7,12 % en 2009, soit une baisse de 34 points de base, attribuable en grande partie à la pression des ventes comparables sur les coûts moins compressibles. En excluant les éléments inhabituels reliés à la consolidation de magasins en 2008, le bénéfice d'exploitation a atteint 346,8 millions de dollars en 2009, en baisse de 30,1 millions, soit 8,0 % sur celui de 2008. Quant à la marge d'exploitation, elle est passée de 7,71 % en 2008 à 7,41 % en 2009, soit une baisse de 30 points de base en dépit d'une réduction des ventes comparables de 4,8 % et d'une proportion plus importante des activités de distribution, lesquelles ont une marge d'exploitation moins élevée que les activités de détail.

Le bénéfice net, incluant les éléments inhabituels, a diminué de 18,2 millions de dollars ou 11,6 % pour s'établir à 138,3 millions de dollars, soit 1,11 \$ dilué par action pour l'exercice 2009, comparativement à 156,5 millions, ou 1,34 \$ dilué par action en 2008. En excluant les éléments inhabituels, le bénéfice net a atteint 147,8 millions de dollars en 2009, soit 1,19 \$ dilué par action, comparativement à 167,5 millions en 2008, ou 1,44 \$ dilué par action. Il s'agit d'une baisse de 19,7 millions de dollars soit 11,7 %. Les nombreuses améliorations d'efficacité enregistrées dans le cadre de la Phase 1 du plan stratégique 2008-2011, soit le programme PEP (productivité, efficacité, profitabilité), ont permis d'atténuer l'effet négatif relié à la pression continue sur les ventes dans l'industrie de la rénovation – construction attribuable à la baisse du niveau de confiance des consommateurs. Au cours de l'exercice, le programme PEP a permis, entre autres, d'améliorer la marge brute, de réduire le niveau des inventaires, d'optimiser le réseau de magasins existants et de réduire les coûts de transport et de logistique.

« Les résultats de RONA en 2009 démontrent clairement que nous avons un plan d'affaires parfaitement adapté au contexte économique difficile que nous avons connu. Nous terminons l'exercice avec des ventes comparables et un bénéfice net à la hausse au quatrième trimestre. Cette amélioration de notre performance est le reflet, d'une part, d'un début de reprise économique et d'autre part, du succès de notre programme d'amélioration de l'efficacité ainsi que de nos différentes initiatives de stimulation des projets de rénovation », a déclaré Robert Dutton, président et chef de la direction de RONA.

« Au cours des deux dernières années, nos quelque 30 000 employés ont mis leurs talents à contribution pour faire de RONA l'entreprise la plus efficace et la plus innovatrice de son industrie au Canada. Les nombreuses améliorations apportées, ainsi que celles à venir au cours des prochaines années, nous positionnent avantageusement dans notre industrie afin de tirer avantage des quatre vecteurs de croissance qui sont au cœur du succès de l'entreprise, soit la croissance clients, le développement du réseau de marchands affiliés, la construction de nouveaux magasins et la réalisation d'acquisitions stratégiques. Je peux donc confirmer que RONA est plus que jamais prête pour la relance et prête pour entreprendre une nouvelle phase de croissance par le biais de son programme Nouveau monde », a conclu M. Dutton.

PRINCIPALES RÉALISATIONS DE L'EXERCICE 2009

Le 27 février 2008, le plan stratégique 2008-2011 de RONA a été présenté à la communauté financière réunie lors de la Journée de l'investisseur 2008 de RONA à Montréal. Un communiqué résumant les enjeux et objectifs de ce plan a également été diffusé cette même journée. La direction de RONA s'est alors engagée à fournir un suivi continu des réalisations de ce plan. L'information ci-dessous représente donc les principales réalisations de la Compagnie en regard au plan stratégique 2008-2011 pour l'exercice 2009.

1. Croissance des ventes et fidélisation de la clientèle du réseau RONA :

- Nombre important d'applications au programme de bonification des crédits d'impôt à la rénovation, RONAvantage. Près de 18 000 inscriptions ont été reçues à travers le réseau RONA représentant des projets de rénovation évalués à plus de 140 millions de dollars.
- Le succès du programme RONAvantage a également eu un effet positif important sur le nombre de nouvelles cartes de crédit RONA VISA Desjardins émises depuis le début de l'exercice (plus de 30 % de

croissance), sur le volume de financement (plus de 60 % d'augmentation), sur les services d'installation (plus de 15 % de croissance) ainsi que sur l'utilisation des Guides projets RONA pour la réalisation de ces projets de rénovation.

- Lancement de nouveaux produits de marques contrôlées d'outils de première qualité, HAUSSMANN et HAUSSMANN XPERT et introduction de 40 nouveaux produits RONA ÉCO.
- Hausse du taux de pénétration des ventes de produits de la marque privée RONA et des marques contrôlées de 17 % au début de l'exercice à plus de 19 % à la fin 2009.
- Lancement de quatre nouvelles marques contrôlées (FACTO, UBERHAUS, UBERHAUS DESIGN et UBERHAUS PRO) et de quatre nouvelles catégories de produits.
- Croissance de plus de 15 % des ventes commerciales et professionnelles pour les magasins à grande surface en Ontario et croissance des ventes comparables du spécialiste en plomberie Noble Trade dans un contexte où les ventes sont en décroissance dans ce marché.
- Agrandissement de 188 000 pieds carrés du centre de distribution de la Division du marché commercial et professionnel, spécialisée dans les articles de plomberie, de chauffage et de ventilation, situé en Ontario afin d'élargir la gamme de produits offerts.
- Ouverture de deux nouveaux magasins de proximité de 52 000 pieds carrés, l'un sous la bannière TOTEM Building Supplies situé à Strathmore, en Alberta et l'autre sous la bannière RONA situé à Saint-Georges, au Québec.
- Finalisation du programme de revitalisation de la bannière Réno-Dépôt par la réalisation de rénovations majeures à plusieurs magasins ainsi que la reconstruction et l'agrandissement du magasin situé à Ville LaSalle, au Québec.
- Lancement en fin d'exercice d'un nouveau concept de magasin, STUDIO par RONA, avec l'ouverture de trois nouveaux points de vente dans la région de Montréal au Québec.
- Signature d'une entente exclusive de partenariat avec l'entreprise Maple Leaf Sports & Entertainment Ltd. incluant la visibilité de la marque RONA en permanence lors de la télédiffusion des joutes au Air Canada Centre et au Ricoh Coliseum, y compris les logos RONA sur la patinoire.

2. Amélioration de la rentabilité du réseau de magasins corporatifs :

- Augmentation de la marge brute consolidée de 8 points de base. En tenant compte de l'amélioration des conditions d'achat auprès des fournisseurs pour supporter la croissance du réseau, la marge brute ajustée a augmenté de 34 points de base. Cette augmentation provient d'une réduction importante des pertes en magasins (« shrink »), de l'augmentation du taux de pénétration des marques privées et contrôlées, de l'amélioration continue des conditions d'achat auprès de nos fournisseurs, ainsi que de l'optimisation de la gestion de catégories de produits.
- La poursuite des plans de redressement des magasins moins rentables du réseau ont produit de très bons résultats puisque ces magasins ont affiché une meilleure progression des ventes et du bénéfice d'exploitation que l'ensemble du réseau au cours de l'exercice.
- Amélioration du processus d'ouverture de nouveaux points de vente par un support accru des activités de marketing et de commercialisation dans la période précédant l'ouverture ainsi que par une meilleure coordination et intégration des activités de développement de la Compagnie.

3. Optimisation de la chaîne d'approvisionnement :

- Réduction des inventaires des magasins comparables et des centres de distribution de 50 millions de dollars, soit 6,6 % (excluant les acquisitions et les nouveaux magasins) par rapport à 2008, résultant en une diminution des frais d'exploitation et des frais financiers. En incluant les acquisitions et les nouveaux magasins, les inventaires ont diminué de 37 millions de dollars.
- Réduction des coûts de transport et amélioration continue de la gestion de la demande résultant en une diminution des coûts de logistique de plus de 8 millions de dollars en 2009.
- Gains d'efficacité aux centres de distribution et amélioration de la rotation des inventaires en dépit de la décroissance des ventes.

4. Développement du réseau de marchands affiliés :

- En 2009, 14 marchands ont été recrutés représentant des ventes au détail annuelles estimées à plus de 30 millions de dollars.
- Les marchands RONA ont été très actifs en réalisant 96 projets d'expansion et de rénovation, représentant des investissements de près de 50 millions de dollars au total.
- Nomination de Jean-Luc Meunier au poste de vice-président principal au développement du réseau de marchands affiliés. Au sein de RONA, l'équipe de M. Meunier est responsable du recrutement et du développement du réseau de marchands affiliés. Celui-ci assure également le soutien aux marchands.
- Mise en place en fin d'exercice, d'un programme novateur de planification de la relève, conçu pour faciliter l'acquisition de magasins pour les membres des familles de détaillants indépendants, les employés de RONA ou les aspirants entrepreneurs provenant de l'extérieur de la Compagnie.
- Lancement en février 2010, d'une campagne dynamique à l'échelle nationale visant les marchands de produits de quincaillerie, de bois et de matériaux de construction en vue de les aider à réaliser leurs plans de relève par l'entremise du nouveau programme de planification de la relève de RONA ou de les acquérir.

TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

L'exploitation a généré des fonds de 260,0 millions de dollars en 2009, comparativement à 264,1 millions en 2008. Nette de la variation d'éléments du fonds de roulement, l'exploitation a généré des fonds de 282,8 millions de dollars, contre 347,5 millions en 2008.

Tout au long de l'exercice, la Compagnie a appliqué une gestion financière disciplinée et un suivi rigoureux des investissements en immobilisations. En 2009, RONA a investi 161,9 millions de dollars en immobilisations et en actifs incorporels, soit 34,2 millions de moins que les 196,1 millions investis en 2008. Ces investissements ont été consacrés à l'expansion de notre réseau de détail, à savoir la construction de nouveaux magasins ainsi que la réfection, la rénovation et la mise à niveau de magasins existants en fonction des nouveaux concepts. Nous avons également consenti une partie des investissements à l'amélioration continue des systèmes d'information afin d'accroître notre efficacité opérationnelle. Des actifs non stratégiques ont également été vendus au cours de l'exercice résultant en une entrée de fonds de 8,7 millions de dollars.

Avec l'émission d'actions réalisée en juin dernier, les importants fonds générés par l'exploitation et la gestion disciplinée du fonds de roulement depuis le début de l'exercice, RONA a financé la totalité de ses projets d'investissements tout en réduisant divers emprunts totalisant 58,2 millions de dollars. Au 27 décembre 2009, l'endettement net de la Compagnie avait été réduit de 283,8 millions comparativement à pareille date en 2008. Au 27 décembre 2009, RONA comptait 239,3 millions de dollars en encaisse, montant qui sera déployé au cours des prochains trimestres pour la réalisation de divers projets de croissance dans le cadre de la Phase 2 du plan stratégique 2008-2011 de la Compagnie. RONA a également accès à une facilité de crédit non utilisée pouvant atteindre 650 millions de dollars.

Le bilan de RONA est solide. Au 27 décembre 2009, le ratio dette nette totale / capital utilisé se chiffrait à 10,4 %, comparativement à 25,0 % à la clôture de l'exercice 2008. Le ratio capitaux propres / total de l'actif atteignait 64,7 % au terme de l'exercice 2009, comparativement à 59,2 % à pareille date en 2008.

PERSPECTIVES

Dans un contexte de début de reprise économique modérée et compte tenu des importantes réalisations de son programme PEP (productivité, efficacité, profitabilité), RONA compte rapidement tirer avantage des différentes occasions d'affaires dans son secteur d'activité. La Compagnie possède un bilan solide offrant beaucoup de flexibilité financière, laquelle sera d'ailleurs mise à contribution pour la réalisation de la Phase 2 du plan stratégique 2008-2011, soit le programme Nouveau monde.

Dans le cadre du programme Nouveau monde, la croissance de la Compagnie sera réalisée selon les quatre vecteurs suivants : d'une part, le développement du réseau, grâce à la construction de nouveaux magasins, au développement du réseau des marchands affiliés et à la réalisation d'acquisitions stratégiques, et, d'autre part, la

croissance clients, le terme dorénavant utilisé par RONA pour désigner la croissance organique ou la croissance des ventes comparables. L'objectif est d'accroître la part de marché que détient RONA dans son industrie au Canada, pour la faire passer de 17,5 %, soit le pourcentage de sa part actuelle, à 20 %.

La croissance clients sera stimulée par les nombreuses initiatives visant à améliorer l'expérience client, soit des concepts novateurs de magasins, de nouvelles catégories de produits, de nouvelles marques privées et contrôlées, de nouveaux outils en vue d'accroître la fidélité et de nouveaux programmes de formation à l'intention des employés de magasin. Le nouveau programme de planification de la relève de la Compagnie permettra également à RONA d'attirer les marchands de la nouvelle génération et de demeurer l'entreprise offrant le meilleur support au développement des marchands indépendants canadiens.

Les principaux objectifs financiers du programme Nouveau monde sont les suivants :

- Croissance de la marge d'exploitation de 20 à 30 points de base par année.
- Hausse du bénéfice par action d'une moyenne de 10 % à 15 % pour la période.
- Hausse du rendement du capital de 75 à 100 points de base pour la période.
- Maintien d'une cote de crédit de première qualité.

L'atteinte de ces objectifs est basée sur les hypothèses suivantes :

- Ventes comparables de 2 % à 2,5 % en moyenne pour la période.
- Hausse de 19 % à 24 % du taux de pénétration des ventes de produits de marques privées et contrôlées.
- Croissance des ventes au détail du réseau de marchands affiliés de 100 millions à 150 millions de dollars par année.
- Ventes d'environ 80 millions de dollars par année provenant de la construction de nouveaux magasins et la relocalisation ou l'agrandissement de magasins existants.
- Réalisation d'acquisitions stratégiques.

Mentionnons que la répartition trimestrielle des dépenses publicitaires de l'exercice 2010 sera significativement différente de celle de 2009, puisqu'un montant additionnel de près de 5 millions de dollars sera encouru au premier trimestre de l'exercice dans le cadre de l'importante campagne publicitaire « Fabriqués au Canada » des Jeux olympiques de Vancouver 2010. Ce montant sera toutefois compensé par des réductions équivalentes au cours des trimestres suivants de 2010. RONA estime par ailleurs que cette campagne aura des retombées importantes sur la notoriété de la Compagnie d'un bout à l'autre du pays.

Enfin, la direction de RONA confirme qu'elle a posé les actions nécessaires au cours des deux dernières années afin d'être fin prête pour la relance économique, prête pour les défis du nouveau monde et surtout prête à entreprendre une phase de croissance renouvelée.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Le *Rapport de gestion* et les états financiers non vérifiés pour l'exercice 2009 peuvent être consultés sur le site Internet de la Compagnie à l'adresse www.rona.ca, section Investisseurs et sur le site www.sedar.com. Le lecteur trouvera le rapport annuel de la Compagnie sur son site Web. Il y trouvera d'autres informations relatives à RONA, y compris la *Notice annuelle* de la Compagnie, ainsi que sur le site SEDAR.

CONFÉRENCE TÉLÉPHONIQUE AVEC LA COMMUNAUTÉ FINANCIÈRE

Le jeudi 25 février 2010 à 13 heures (HE), RONA tiendra une conférence téléphonique pour la communauté financière. Pour joindre la conférence téléphonique vous devrez composer le 514-861-4190 ou 1 877 677-7769. Pour suivre la conférence en ligne, veuillez accéder à l'adresse suivante :

<http://events.startcast.com/events6/153/C0010/Default.aspx>

MESURES DE PERFORMANCE NON CONFORME AUX PCGR

Dans ce *Communiqué*, comme dans notre gestion interne, nous utilisons la notion de « bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et dépréciation et part des actionnaires sans contrôle (« BAIIA ») », que nous désignons également comme « bénéfice d'exploitation ». Cette mesure correspond à l'item « bénéfice avant les postes suivants » dans nos états financiers consolidés. Nous utilisons également la notion de « marge brute ajustée » laquelle correspond aux ventes moins le coût des marchandises incluant la totalité des rabais reçus des fournisseurs.

Bien que le BAIIA n'ait pas de sens normalisé par les PCGR, son usage est largement répandu dans notre industrie et dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations proprement dites, abstraction faite des considérations fiscales ainsi que de l'utilisation et du coût de notre capital. Quant à la marge brute ajustée, elle est utilisée par la direction pour analyser la profitabilité de son réseau, en incluant la totalité des rabais reçus des fournisseurs. Comme ces mesures ne sont pas normalisées, elles peuvent ne pas être strictement comparables d'une société à une autre. Cependant, nous l'établissons de la même façon pour chacun de nos secteurs identifiés et, sauf mention expresse, notre méthode ne change pas dans le temps. Le BAIIA et la marge brute ajustée ne devraient pas être considérés isolément ou comme substitut aux autres mesures de performance calculées selon les PCGR, mais plutôt comme une information complémentaire.

INFORMATION PROSPECTIVE

Ce *Communiqué* comprend des énoncés prospectifs comportant des risques et des incertitudes. Tous les énoncés autres que des énoncés de faits historiques inclus dans ce *Communiqué*, y compris des énoncés sur les perspectives de l'industrie et sur les perspectives, les projets, la situation financière et la stratégie d'affaires de la Compagnie, peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation et la réglementation canadiennes en matière de valeurs mobilières. Les investisseurs et autres personnes devraient éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Compagnie et les attentes actuelles, veuillez vous reporter également aux documents publics déposés par la Compagnie qui sont accessibles à www.sedar.com et à www.rona.ca. Plus particulièrement, d'autres précisions et la description de ces facteurs et d'autres facteurs sont présentées dans le rapport de gestion, sous la rubrique « Risques et incertitudes », et sous la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle courante de la Compagnie.

Les énoncés prospectifs figurant dans ce communiqué reflètent les attentes de la Compagnie au 25 février 2010 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Compagnie nie expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ou de réviser ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

À PROPOS DE RONA

RONA est le plus important distributeur et détaillant canadien de produits de quincaillerie, de rénovation et de jardinage. RONA exploite un réseau de près de 700 magasins corporatifs, franchisés et affiliés, de dimensions et de formats variés, qui emploie près de 30 000 personnes dans toutes les régions du Canada, sous diverses bannières. Le réseau de magasins RONA totalise plus de 16 millions de pieds carrés et réalise des ventes au détail annuelles de plus de 6 milliards de dollars. Visitez rona.ca.

-30-

Pour renseignements :

Médias

Julie Seidel
Directrice, Communications externes
RONA inc.
514-599-5114
julie.seidel@rona.ca

Communauté financière

Stéphane Milot
Directeur principal, Relations avec les investisseurs
RONA inc.
514-599-5951
stephane.milot@rona.ca



RAPPORT DE GESTION ANNUEL 2009

POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 27 DÉCEMBRE 2009

Veuillez prendre note que le présent rapport de gestion fait référence aux états financiers non vérifiés du quatrième trimestre et de l'exercice 2009. Au cours des prochaines semaines, le rapport de gestion annuel incluant l'évaluation des contrôles et procédures de communication de l'information conformément au Règlement 52-109 et faisant référence aux états financiers annuels vérifiés de la Compagnie sera déposé tel que prévu sur SEDAR.

RONA inc. (« RONA », la « Compagnie », « nous ») est le plus important détaillant et distributeur de produits de quincaillerie, de rénovation et de jardinage au Canada. Elle exploite ou dessert un réseau de près de 700 magasins corporatifs, franchisés et affiliés ainsi que neuf centres de distribution de quincaillerie et de matériaux de construction.

Les ventes de RONA comprennent :

- des ventes au détail, effectuées dans les magasins corporatifs détenus par RONA;
- les redevances sur les ventes au détail effectuées par les magasins franchisés;
- la quote-part des ventes au détail des magasins franchisés dans lesquels RONA détient une participation;
- des ventes en gros, effectuées à des magasins franchisés (nettes des quotes-parts de RONA dans ces derniers);
- des ventes en gros, effectuées à des magasins affiliés appartenant à des propriétaires exploitants indépendants.

ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de RONA ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (les « PCGR ») et sont libellés en dollars canadiens. RONA a déposé ses états financiers consolidés non vérifiés pour l'exercice terminé le 27 décembre 2009 auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ces états financiers peuvent être consultés sur le site Internet de RONA à l'adresse www.rona.ca ou sur celui de SEDAR www.sedar.com. Le présent *Rapport de gestion* doit être lu avec les états financiers et les notes afférentes.

MESURES DE PERFORMANCE NON CONFORME AUX PCGR

Dans ce rapport, comme dans notre gestion interne, nous utilisons la notion de « bénéfice avant intérêts, impôts, amortissements et dépréciation et part des actionnaires sans contrôle (« BAIIA ») », que nous désignons également comme « bénéfice d'exploitation ». Cette mesure correspond à l'item « bénéfice avant les postes suivants » dans nos états financiers consolidés. Nous utilisons également la notion de « marge brute ajustée » laquelle correspond aux ventes moins le coût des marchandises incluant la totalité des rabais reçus des fournisseurs.

Bien que le BAIIA n'ait pas de sens normalisé par les PCGR, son usage est largement répandu dans notre industrie et dans les milieux financiers pour mesurer la rentabilité des opérations proprement dites, abstraction faite des considérations fiscales ainsi que de l'utilisation et du coût de notre capital. Quant à la marge brute ajustée, elle est utilisée par la direction pour analyser la profitabilité de son réseau, en incluant la totalité des rabais reçus des fournisseurs. Comme ces mesures ne sont pas normalisées, elles peuvent ne pas être strictement comparables d'une société à une autre. Cependant, nous l'établissons de la même façon pour chacun de nos secteurs identifiés et, sauf mention expresse, notre méthode ne change pas dans le temps. Le BAIIA et la marge brute ajustée ne devraient pas être considérés isolément ou comme substitut aux autres mesures de performance calculées selon les PCGR, mais plutôt comme une information complémentaire.

NOUVELLE NORME COMPTABLE

Le lecteur du présent rapport de gestion doit porter attention à l'adoption d'une nouvelle norme comptable au premier trimestre 2009, laquelle a eu pour effet de modifier les résultats présentés en 2008 et en 2007.

Au début de l'exercice 2009, la Compagnie a adopté rétroactivement, selon les dispositions transitoires, le chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, remplaçant le chapitre 3062 du même nom. Ce chapitre établit les normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, y compris les logiciels développés à l'interne. Les frais de préouverture de magasins et de centres de distribution (auparavant inclus dans les autres éléments d'actifs), les frais de publicité dont ceux relatifs aux ouvertures de magasin ainsi que les frais engagés dans le cadre de la commandite olympique et paralympique (auparavant inclus dans les frais payés d'avance), ne répondent plus aux critères de capitalisation du nouveau chapitre. Les soldes de ces actifs au 31 décembre 2007, soit au début du premier trimestre 2008, ont été retraités et présentés dans les bénéfices non répartis et les résultats de 2008 ont été retraités afin de les rendre comparables à ceux de 2009. Enfin, certains montants qui étaient auparavant présentés dans les immobilisations corporelles ont été reclassés dans les actifs incorporels suite à ce changement de méthode comptable.

En résumé, le bénéfice d'exploitation de 2008 a été diminué de 12,4 millions de dollars, l'amortissement et dépréciation de 7,1 millions et le bénéfice net de 3,7 millions, soit une diminution de 0,03 \$ par action dilué.

Les frais payés d'avance ont également été réduits de 21,9 millions de dollars, les autres éléments d'actifs de 11,3 millions et les bénéfices non répartis au début de l'exercice de 20,5 millions. L'impact détaillé de l'application des recommandations du nouveau chapitre sur les états financiers consolidés au cours de sa première période d'application est décrit à la page 22 du présent document ainsi qu'à la note 2 aux états financiers consolidés.

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de RONA se termine le dernier dimanche de chaque année et comporte normalement 52 semaines. Pour fins de divulgation intermédiaire, les trimestres se terminent le dernier dimanche de mars, juin, septembre et décembre respectivement et comportent 13 semaines. L'exercice financier 2007 s'est terminé le 30 décembre, l'exercice financier 2008 s'est terminé le 28 décembre et l'exercice financier 2009, s'est terminé le 27 décembre.

SURVOL DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Depuis le début de l'exercice 2007, les conditions de marché dans l'industrie de la rénovation – construction ont été très variables d'une région à l'autre du pays. Un ralentissement graduel de l'activité a d'abord été remarqué au Québec et en Ontario lorsque le dollar canadien s'est fortement apprécié par rapport au dollar américain, affectant ainsi l'industrie manufacturière de ces deux provinces. Ce renforcement de la devise a également eu un effet positif sur les voyages à l'étranger créant ainsi un déplacement des dépenses discrétionnaires des consommateurs. Ces deux éléments ont affecté les ventes du réseau RONA dans l'est du pays alors que les ventes dans l'ouest continuaient d'afficher une bonne croissance. Les ventes par magasins comparables ont diminué de 1,6 % en 2007 en excluant les effets de la semaine supplémentaire de l'exercice 2006. Les ventes consolidées de l'exercice 2007 se sont établies à 4 785,1 millions de dollars, soit 5,1 % de plus que les 4 551,9 millions enregistrés en 2006. Ramenées sur une base hebdomadaire pour éliminer la différence de durée des deux exercices, les ventes consolidées ont progressé de 7,1 %. La croissance est principalement attribuable aux acquisitions et à l'ouverture de magasins. En excluant l'apport des acquisitions importantes, principalement Noble Trade, Curtis Lumber et Mountain Building Centres, les ventes hebdomadaires consolidées ont progressé de 2,9 %. Cette croissance interne provient des ventes générées par les nouveaux magasins ouverts en 2007 et des magasins affiliés acquis par RONA.

À la fin 2007 et au début 2008, le niveau d'activité dans l'ouest du pays a commencé à diminuer en raison de l'importante inflation dans cette région, particulièrement en Alberta où un large inventaire de maisons invendues

s'était accumulé. Au Québec, la situation s'est stabilisée alors qu'en Ontario, la détérioration de l'environnement économique s'est poursuivie et s'est accélérée à compter du troisième trimestre lorsque la crise financière s'est accentuée. L'industrie de l'automobile a été durement touchée dans cette région. Dans les provinces de l'Atlantique, en Saskatchewan et au Manitoba, 2008 a été favorable, cependant, l'économie de ces provinces représente une faible proportion de l'activité économique canadienne. Compte tenu de ces divers éléments, les ventes comparables de RONA ont diminué de 4,6 %. En général, les magasins situés dans les provinces de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario ont moins bien performé que l'année précédente alors que les magasins du Québec, des Prairies et des provinces de l'Atlantique ont mieux performé.

Au début de l'exercice 2009, plusieurs éléments ont contribué à maintenir le niveau de confiance des consommateurs canadiens à un bas historique. Le taux de chômage a atteint son plus haut niveau depuis 2003, à 7,7 % en février alors que la décroissance économique a été plus sévère que prévu. Cet environnement économique particulier a été défavorable à l'activité de rénovation – construction comme le témoigne les fortes baisses de mises en chantier, particulièrement dans l'ouest du pays. De nombreuses mesures ont cependant été mises en place par les différents paliers de gouvernements afin d'atténuer les effets de cette récession, notamment la mise en place d'un crédit d'impôt à la rénovation, lequel a rapidement été bonifié par RONA afin de stimuler l'activité de rénovation au pays. Au Canada, la récession aura été d'une durée relativement courte puisque selon la Banque du Canada, le Canada a renoué avec la croissance économique dès le troisième trimestre de 2009, et celle-ci devrait avoir poursuivi son accélération au quatrième trimestre. Cette reprise, jumelée aux nombreuses initiatives de stimulation des activités de rénovation entreprises par RONA, a eu des répercussions positives pour la Compagnie qui a affiché une progression de ses ventes comparables à chacun des trimestres et a terminé le quatrième trimestre 2009 avec des ventes comparables positives.

De par son modèle d'affaires unique et en dépit du ralentissement général du niveau d'activité dans certaines régions du pays, ainsi que des effets de la récession sur la confiance des consommateurs, RONA a poursuivi la consolidation de son marché au cours des trois dernières années alors que sa part de marché estimée est passée de 16,4 % au début 2007 à 17,5 % à la fin 2009. Cette croissance a été réalisée par le biais des quatre vecteurs de croissance de la Compagnie, soit la croissance du réseau de magasins comparables ou croissance clients, le développement du réseau de marchands affiliés, la construction de nouveaux magasins et les acquisitions.

RONA : chiffres clés, exercices 2009, 2008 et 2007
(en millions de dollars, sauf les nombres d'actions et les bénéfices par action)

	Exercices terminés les		
	27 décembre 2009	28 décembre 2008 (retraités)	30 décembre 2007 (retraités)
Ventes	4 677,4	4 891,1	4 785,1
Bénéfice net	138,3	156,5	178,6
Bénéfice par action	1,12 \$	1,35 \$	1,55 \$
Bénéfice dilué par action	1,11 \$	1,34 \$	1,53 \$
Bénéfice net (excluant éléments inhabituels)	147,8	167,5	178,6
Bénéfice par action (excluant éléments inhabituels)	1,20 \$	1,45 \$	1,55 \$
Bénéfice dilué par action (excluant éléments inhabituels)	1,19 \$	1,44 \$	1,53 \$
Actif total	2 749,9	2 478,9	2 458,7
Dette à long terme	440,5	494,2	636,8
Actions en circulation à la fin de l'exercice	129 653 383	115 819 699	115 412 766

Note : Les chiffres clés des exercices 2008 et 2007 ont été retraités pour tenir compte de l'application du chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*.

Au cours des trois dernières années, RONA a également appliqué une gestion très disciplinée de ses activités résultant en une amélioration importante de son efficacité opérationnelle. Au début 2008, la Compagnie a lancé son

plan stratégique 2008-2011 avec une première phase axée sur l'amélioration de la rentabilité, de l'efficacité et de la productivité, le programme PEP. La Compagnie a également géré son bilan de façon très rigoureuse pendant cette période et a ralenti son développement par l'ouverture de magasins et les acquisitions en se concentrant davantage sur le recrutement de marchands indépendants et son réseau de magasins existants.

Pour l'exercice 2009, RONA a enregistré un bénéfice net de 138,3 millions de dollars, soit 1,11 \$ dilué par action, comparativement à 156,5 millions en 2008, ou 1,34 \$ dilué par action. En excluant les éléments inhabituels comptabilisés au cours de l'exercice, le bénéfice net a atteint 147,8 millions de dollars en 2009, soit 1,19 \$ dilué par action, comparativement à 167,5 millions en 2008, ou 1,44 \$ dilué par action. Il s'agit d'une baisse de 19,7 millions de dollars soit 11,7 %. Les nombreuses améliorations d'efficacité enregistrées dans le cadre de la Phase 1 du plan stratégique 2008-2011, soit le programme PEP, ont permis d'atténuer l'effet négatif relié à la pression continue sur les ventes dans l'industrie de la rénovation – construction attribuable à la baisse du niveau de confiance des consommateurs ainsi que l'effet des résultats des magasins ouverts récemment, lesquels n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. Au cours de l'exercice, le programme PEP a permis, entre autres, d'améliorer la marge brute, de réduire le niveau des inventaires, d'optimiser le réseau de magasins existants et de réduire les coûts de transport et de logistique.

En 2008, RONA a enregistré un bénéfice net de 156,5 millions de dollars, comparativement à 178,6 millions pour l'exercice terminé le 30 décembre 2007, soit une baisse de 12,4 % en incluant les éléments inhabituels. Le bénéfice par action s'est établi à 1,35 \$ (1,34 \$ après dilution) comparativement à 1,55 \$ (1,53 \$ après dilution) en 2007. En excluant les éléments inhabituels, le bénéfice net s'est établi à 167,5 millions de dollars, soit 1,45 \$ par action (1,44 \$ par action après dilution). Les nombreuses mesures d'amélioration de l'efficacité, de stimulation des ventes et de fidélisation de la clientèle mises en place par la Compagnie dès 2007 et plus formellement au début de 2008 ont permis d'atténuer la pression sur les résultats provenant du contexte économique difficile.

Le bénéfice net de 2007 avait pour sa part diminué de 4,5 % comparativement aux 187,1 millions de dollars enregistrés en 2006. Le bénéfice par action avait également diminué de 4,9 % comparativement au bénéfice par action de 1,63 \$ enregistré en 2006 (1,61 \$ après dilution). L'exercice 2006 comportait une semaine supplémentaire. Cette semaine supplémentaire a eu pour effet de sous-estimer par la stricte comparaison les ventes, le bénéfice d'exploitation et le bénéfice net de 2007 comparativement à 2006. En excluant l'effet de cette semaine supplémentaire d'activité, calculé selon une moyenne hebdomadaire, le bénéfice net aurait légèrement diminué en 2007.

MISE À JOUR QUANT À L'ORIENTATION STRATÉGIQUE DE LA COMPAGNIE

Le plan stratégique 2008-2011 de RONA a été présenté, le 27 février 2008, à la communauté financière réunie lors de la Journée de l'investisseur 2008 de RONA à Montréal. Un communiqué résumant les enjeux et objectifs de ce plan a également été diffusé cette même journée. La direction de RONA s'est alors engagée à fournir un suivi trimestriel des réalisations de ce plan dans le cadre de son rapport de gestion et un suivi annuel dans son rapport annuel et lors de son assemblée annuelle des actionnaires. L'information ci-dessous représente les principales réalisations de la Compagnie pour l'exercice 2009.

Réalisations de l'exercice 2009

La section qui suit présente les réalisations annuelles en regard de l'implantation des différentes initiatives de la Phase 1 du plan, soit le programme PEP (productivité, efficacité, rentabilité) regroupées sous quatre grands projets.

1. Croissance des ventes et fidélisation de la clientèle du réseau RONA :

- Nombre important d'applications au programme de bonification des crédits d'impôt à la rénovation RONAventure prévoyant une remise sous forme de cartes-cadeaux pouvant atteindre un maximum de 1 000 \$. Près de 18 000 inscriptions ont été reçues à travers le réseau RONA représentant des projets de rénovation évalués à plus de 140 millions de dollars.

- Le succès du programme RONAventure a également eu un effet positif important sur le nombre de nouvelles cartes de crédit RONA VISA Desjardins émises depuis le début de l'exercice (plus de 30 % de croissance), sur le volume de financement (plus de 60 % d'augmentation), sur les services d'installation (plus de 15 % de croissance) ainsi que sur l'utilisation des Guides projets RONA pour la réalisation de ces projets de rénovation.
- Hausse du taux de pénétration des ventes de produits de la marque privée RONA et des marques contrôlées de 17 % au début de l'exercice à plus de 19 % à la fin 2009.
- Lancement de nouveaux produits de marques contrôlées d'outils de première qualité, HAUSSMANN et HAUSSMANN XPERT, désormais offerts dans tous les magasins du réseau RONA, y compris Réno-Dépôt au Québec. Les outils et accessoires HAUSSMANN et HAUSSMANN XPERT sont exclusifs à RONA, et font appel aux toutes dernières technologies en matière d'outillage professionnel.
- Introduction de 40 nouveaux produits RONA ÉCO. Sélectionnés en partenariat avec la Chaire internationale en analyse du cycle de vie, ces nouveaux produits comprennent notamment la peinture RONA ÉCO, une peinture récupérée et recyclée.
- Lancement de quatre nouvelles catégories de produits (meubles d'intérieur, vêtements de travail, produits pour l'automobile et petits électroménagers) et de quatre nouvelles marques contrôlées (FACTO, UBERHAUS, UBERHAUS DESIGN et UBERHAUS PRO) dans le cadre du Salon du printemps 2010 de RONA.
- Croissance de plus de 15 % des ventes commerciales et professionnelles pour les magasins à grande surface en Ontario, provenant d'une étroite collaboration avec l'équipe spécialisée des ventes de la Division du marché commercial et professionnel.
- Croissance des ventes comparables du spécialiste en plomberie Noble Trade dans un contexte où les ventes sont en décroissance dans ce marché.
- Agrandissement de 188 000 pieds carrés du centre de distribution de la Division du marché commercial et professionnel, spécialisée dans les articles de plomberie, de chauffage et de ventilation, situé en Ontario afin d'élargir la gamme de produits offerts.
- Ouverture de deux nouveaux magasins de proximité de 52 000 pieds carrés, l'un sous la bannière TOTEM Building Supplies situé à Strathmore en Alberta et l'autre sous la bannière RONA situé à Saint-Georges, au Québec. Ces concepts qui sont améliorés à chacune des nouvelles ouvertures, constituent des véhicules de développement encore fort prometteurs pour les années à venir. Ils offrent un très bon équilibre entre la variété de produits des grandes surfaces et l'expertise des plus petits magasins. Notons que ces deux nouveaux magasins sont les premiers magasins RONA visant à obtenir une certification LEED (Leadership in Energy and Environmental Design). LEED est un système d'évaluation environnementale des nouveaux bâtiments.
- Finalisation du programme de revitalisation de la bannière Réno-Dépôt par la réalisation de rénovations majeures à plusieurs magasins ainsi que la reconstruction et l'agrandissement du magasin situé à Ville LaSalle, au Québec. Ce nouveau magasin compte maintenant 130 000 pieds carrés de superficie.
- Lancement en fin d'exercice d'un nouveau concept de magasin, STUDIO par RONA, avec l'ouverture de trois nouveaux points de vente arborant cette bannière dans la région de Montréal au Québec.
- Signature d'une entente exclusive de partenariat avec l'entreprise Maple Leaf Sports & Entertainment Ltd. incluant la visibilité de la marque RONA en permanence lors de la télédiffusion des joutes au Air Canada Centre et au Ricoh Coliseum, y compris les logos RONA sur la patinoire.
- Lancement en octobre dernier de *My RONA Home*, une nouvelle télé-réalité anglophone comportant 10 épisodes.
- Lancement d'une nouvelle campagne publicitaire multiplateforme entourant les 70 ans de RONA incluant, entre autres, d'importants rabais sur des articles sélectionnés, des milles de récompenses AIR MILES^{md}, le tirage de voyages aux Jeux olympiques d'hiver 2010 à Vancouver et divers autres prix.

2. Amélioration de la rentabilité de notre réseau de magasins corporatifs :

- Augmentation de la marge brute consolidée de 8 points de base. En tenant compte de l'amélioration des conditions d'achat auprès des fournisseurs pour supporter la croissance du réseau, la marge brute ajustée a augmenté de 34 points de base. Cette augmentation provient d'une réduction importante des pertes en magasins (« shrink »), de l'augmentation du taux de pénétration des marques privées et

contrôlées, de l'amélioration continue des conditions d'achat auprès de nos fournisseurs, ainsi que de l'optimisation de la gestion de catégories de produits.

- La poursuite des plans de redressement des magasins moins performants du réseau ont produit de très bons résultats puisque ces magasins ont affiché une meilleure progression des ventes et du bénéfice d'exploitation que l'ensemble du réseau au cours de l'exercice.
- Amélioration du processus d'ouverture de nouveaux points de vente par un support accru des activités de marketing et de commercialisation dans la période précédant l'ouverture ainsi que par une meilleure coordination et intégration des activités de développement de la Compagnie.

3. Optimisation de la chaîne d'approvisionnement :

- Réduction des inventaires des magasins comparables et des centres de distribution de 50 millions de dollars, soit 6,6 % (excluant les acquisitions et les nouveaux magasins) par rapport à 2008, résultant en une diminution des frais d'exploitation et des frais financiers. En incluant les acquisitions et les nouveaux magasins, les inventaires ont diminué de 37 millions de dollars.
- Réduction des coûts de transport et amélioration continue de la gestion de la demande résultant en une diminution des coûts de logistique de plus de 8 millions de dollars en 2009.
- Gains d'efficacité aux centres de distribution et amélioration de la rotation des inventaires en dépit de la décroissance des ventes.

4. Développement du réseau de marchands affiliés :

- En 2009, 14 marchands ont été recrutés représentant des ventes au détail annuelles estimées à plus de 30 millions de dollars.
- Les marchands RONA ont été très actifs en réalisant 96 projets d'expansion et de rénovation, représentant des investissements de près de 50 millions de dollars au total.
- Nomination de Jean-Luc Meunier au poste de vice-président principal au développement du réseau de marchands affiliés. Au sein de RONA, l'équipe de M. Meunier est responsable du recrutement et du développement du réseau de marchands affiliés. Celui-ci assure également le soutien aux marchands.
- Mise en place en fin d'exercice, d'un programme novateur de planification de la relève, conçu pour faciliter l'acquisition de magasins pour les membres des familles de détaillants indépendants, les employés de RONA ou les aspirants entrepreneurs provenant de l'extérieur de la Compagnie.
- Lancement en février 2010, d'une campagne dynamique à l'échelle nationale visant les marchands de produits de quincaillerie, de bois et de matériaux de construction en vue de les aider à réaliser leurs plans de relève par l'entremise du nouveau programme de planification de la relève de RONA ou de les acquérir.

Phase 2 : programme Nouveau monde

Le 25 janvier 2010, RONA a dévoilé la Phase 2 de son plan stratégique 2008-2011, le programme Nouveau monde lors d'une présentation aux membres de la communauté financière qui participaient à la Journée de l'investisseur 2010 de RONA à Toronto. Ce programme prévoit un accent renouvelé sur la croissance alors que l'on perçoit des signes de reprise économique.

Le programme Nouveau monde se veut le reflet des comportements qui changent rapidement

Le programme Nouveau monde est conçu de façon à accompagner RONA dans sa transition vers une période de post-récession, laquelle voit naître, tant du côté des commerçants que des clients, de nouveaux comportements qui sont le reflet d'une nouvelle génération de marchands et de nouvelles catégories de consommateurs. Par conséquent, le programme comprendra initialement deux volets principaux : l'expérience client et la gestion du talent et de la relève. Deux initiatives d'importance annoncées à la fin de 2009, soit le lancement du concept novateur de la bannière STUDIO par RONA et la présentation d'un programme unique de planification de la relève, qui a été conçu afin d'inciter les entrepreneurs de la prochaine génération à devenir propriétaires de magasin, offrent un aperçu de ce que nous réserve le programme Nouveau monde.

Les recherches indiquent clairement que les consommateurs exigent des produits de qualité supérieure et un meilleur rapport qualité-prix. RONA a l'intention de tirer profit de ces demandes grâce à une stratégie renouvelée pour la marque privée, incluant notamment des marques contrôlées inédites. La Compagnie a haussé de 20 % à 24 % ses objectifs de taux de pénétration de vente pour ses marques privées et contrôlées d'ici la fin de 2011. À la fin 2009, ce taux de pénétration se situait à 19 %. RONA a également lancé de nouvelles catégories de produits fort attrayantes pour les consommateurs de la prochaine génération, et elle a l'intention de lancer un nouveau programme intégré de fidélisation qui combinera les éléments de son plan incitatif complémentaire de crédits d'impôt à la rénovation aux autres programmes de fidélité existants afin d'offrir aux clients des raisons toujours plus intéressantes de choisir RONA pour leurs besoins en matière de rénovation.

Les récentes recherches de RONA ont par ailleurs mené à la conclusion frappante selon laquelle les consommateurs de tous les segments de marché sont désormais sensibles aux répercussions que peuvent avoir leurs activités et les produits qu'ils achètent sur l'environnement. Cette donnée met en évidence les atouts que confère à RONA son leadership en matière de développement durable, comme l'illustrent sa politique rigoureuse d'approvisionnement des produits du bois, conçue pour contribuer à protéger la forêt boréale canadienne, et son offre de produits écoresponsables développés selon une approche axée sur le cycle de vie. Miser sur ces réussites et faire progresser le programme de développement durable de RONA demeurent une priorité majeure pour 2010-2011.

Dans le cadre de cette deuxième phase du plan stratégique, la croissance de la Compagnie sera réalisée selon les quatre vecteurs qui ont fait la réussite de la Compagnie par le passé : d'une part, le développement du réseau, grâce à la construction de nouveaux magasins, au développement du réseau des affiliés et aux acquisitions, et, d'autre part, la croissance clients, le terme utilisé par RONA pour désigner la croissance organique ou la croissance des ventes comparables. L'objectif est d'accroître la part de marché que détient RONA dans son industrie au Canada, pour la faire passer de 17,5 %, soit le pourcentage de sa part actuelle, à près de 20 %.

Les principaux objectifs financiers du programme Nouveau monde sont les suivants :

- croissance de la marge d'exploitation de 20 à 30 points de base par année;
- hausse du bénéfice par action d'une moyenne de 10 % à 15 % pour la période;
- hausse du rendement du capital de 75 à 100 points de base pour la période;
- maintien d'une cote de crédit de première qualité.

L'atteinte de ces objectifs est basée sur les hypothèses suivantes :

- ventes comparables de 2 % à 2,5 % en moyenne pour la période;
- hausse de 19 % à 24 % du taux de pénétration des ventes de produits de marques privées et contrôlées;
- croissance des ventes au détail du réseau de marchands affiliés de 100 millions à 150 millions de dollars par année;
- ventes d'environ 80 millions de dollars par année provenant de la construction de nouveaux magasins et la relocalisation ou l'agrandissement de magasins existants;
- clôture d'acquisitions stratégiques.

En 2010 et en 2011, RONA axera principalement ses efforts sur le renforcement de sa position en Ontario et dans l'Ouest canadien au moyen de projets ciblés de rénovation, d'expansion, de relocalisation et de consolidation, tout en continuant de développer les marchés au Québec et dans les provinces de l'Atlantique. Le développement du marché professionnel et commercial demeure une autre priorité.

RONA est également bien positionnée pour rechercher des acquisitions appropriées. Parmi les cibles potentielles, notons les détaillants et les spécialistes professionnels et commerciaux canadiens, de même que les distributeurs ou les regroupements d'achat, qui devront tous satisfaire à des critères rigoureux. La Compagnie a également lancé récemment une dynamique campagne à l'échelle nationale visant les marchands de produits de quincaillerie, de bois et de matériaux de construction en vue de les aider à réaliser leur plan de relève par l'entremise du nouveau programme unique de planification de la relève de RONA ou bien de les acquérir.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Éléments de conjoncture

Selon le *Rapport sur la politique monétaire* publié par la Banque du Canada en janvier dernier, les perspectives de croissance économique dans le monde pour 2010 et 2011 sont un peu plus fortes que la Banque ne l'entrevoyait dans son rapport d'octobre. La reprise continue de reposer sur les mesures exceptionnelles de détente monétaire et budgétaire de même que sur les actions extraordinaires entreprises à l'appui des systèmes financiers.

Selon la Banque du Canada, le Canada a renoué avec la croissance économique au troisième trimestre de 2009, et celle-ci devrait avoir poursuivi son accélération au quatrième trimestre. La Banque estime que l'économie canadienne progressera de 2,9 % en 2010 et de 3,5 % en 2011, après s'être contractée de 2,5 % en 2009. Les facteurs qui façonnent cette reprise économique canadienne demeurent les mesures exceptionnelles mentionnées ci-haut, de même que la hausse des niveaux de confiance et l'amélioration des conditions financières.

Dans ce contexte de reprise économique, des signes positifs ont été enregistrés au cours des derniers mois, notamment au niveau des ventes de logements existants, des prix de vente moyens des logements ainsi que des mises en chantier.

Plus précisément, selon les statistiques publiées par l'Association canadienne de l'immeuble, les ventes résidentielles de logements existants effectuées en 2009 s'élevaient à 431 823 logements. Le nombre de transactions était en hausse de 7,7 % par rapport à 2008, cette hausse a été générée par un niveau d'activité plus important en deuxième moitié d'année. D'ailleurs, le nombre de transactions était en hausse de 72,1 % en décembre seulement. Le prix de vente moyen des logements a pour sa part augmenté de 5,0 % en 2009 comparativement à 2008. Tout comme la revente de logements, les prix ont connu une augmentation prononcée en deuxième moitié d'année, comme en témoigne la hausse de 19,3 % enregistrée en décembre dernier. Notons qu'en début d'année, l'Association canadienne de l'immeuble prévoyait une baisse pour ces deux indicateurs en 2009.

Du côté des mises en chantier, un important revirement a été enregistré au cours des derniers mois de l'année. En décembre, le nombre de mises en chantier est passé de 11 981 en 2008 à 13 438 en 2009, ce qui représente une hausse de 12,2 %. Pour cette même période, le segment des logements individuels a enregistré une hausse de 43,5 %. Enfin, pour l'année au complet, une baisse de 30,4 % a été enregistrée par rapport à 2008, compte tenu de la faiblesse des mises en chantier tout au long de l'année, et plus particulièrement dans la première moitié de l'année. Notons qu'une diminution de 18,7 % a été enregistrée dans le segment des maisons individuelles. Cette baisse a affecté la performance des spécialistes en matériaux tout au long de l'année, particulièrement dans l'ouest du pays.

Compte tenu des fortes hausses enregistrées au cours des derniers mois pour les principales statistiques de l'industrie, l'environnement d'affaires est de plus en plus favorable à l'activité immobilière dans son ensemble. Le très bas niveau des taux hypothécaires en vigueur devrait également continuer de stimuler l'activité de rénovation – construction au pays au cours des prochains trimestres.

Rappelons enfin que les tendances demeurent toujours favorables à la rénovation au Canada alors que plus de 65 % des logements qui ont plus de 25 ans nécessitent des travaux de maintenance et de réparation. De plus, les baby-boomers représentent environ 30 % de la population et investissent d'importantes sommes, soit dans leur maison ou leur résidence secondaire, et il y a toujours un fort engouement pour les activités de décoration et de jardinage.

Enfin, de plus en plus, les nouvelles générations de Canadiens recherchent des solutions clés en main pour leurs projets de rénovation et un service hors-pair dans un magasin convivial à proximité de leur domicile. C'est donc en tenant compte de ces différentes tendances et d'une toute nouvelle étude sur la segmentation de la clientèle dans l'industrie de la rénovation – construction que RONA développe ses nouveaux formats et concepts de magasin, sélectionne ses produits et catégories de produits et élabore des services innovateurs afin d'être prête à rapidement bénéficier de la reprise.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées de 2009 se sont établies à 4 677,4 millions de dollars, soit 213,8 millions, ou 4,4 % de moins que les 4 891,1 millions enregistrés en 2008. La baisse est attribuable à la diminution des ventes comparables dans le secteur des magasins corporatifs et franchisés ainsi qu'à une légère baisse des ventes du secteur de la distribution.

La diminution de 4,8 % des ventes comparables est principalement attribuable aux baisses de mises en chantier enregistrées au cours de l'exercice, lesquelles exercent une pression à la baisse sur les ventes des spécialistes en matériaux ainsi que sur les dépenses de rénovation des ménages puisque les acheteurs procèdent généralement à d'importants travaux d'amélioration dans les mois et les années suivant l'achat d'une nouvelle propriété. La baisse des ventes comparables est également attribuable à la faiblesse du niveau de confiance des consommateurs canadiens, qui malgré une récente amélioration, se situe toujours à un niveau inférieur à l'an dernier. Plusieurs initiatives ont été entreprises tout au long de l'exercice afin de stimuler l'achat de produits de rénovation et de construction, notamment le programme RONAventure, soit le seul programme continu de bonification des crédits d'impôt gouvernementaux à la rénovation de l'industrie. Mentionnons que les ventes comparables se sont améliorées à chacun des trimestres de l'exercice reflétant ainsi une reprise modérée de l'activité économique canadienne ainsi que le succès des divers programmes de stimulation des ventes mis en place par la Compagnie. D'ailleurs, RONA a terminé l'exercice avec des ventes comparables positives de 0,7 % au quatrième trimestre.

Marge brute

Au cours de l'exercice 2009, la marge brute de la Compagnie est passée de 27,28 % en 2008 à 27,36 % en 2009, une augmentation de 8 points de base. En tenant compte de l'amélioration des conditions d'achat auprès des fournisseurs pour supporter la croissance du réseau, la marge brute ajustée a augmenté de 34 points de base, passant de 29,93 % en 2008 à 30,27 % en 2009. Cette augmentation provient d'une diminution importante des pertes en magasin (« shrink »), de l'augmentation du taux de pénétration des marques privées et contrôlées, de l'amélioration continue des conditions d'achat auprès de nos fournisseurs, ainsi que de l'optimisation de la gestion des catégories de produits.

Coûts de fermeture de magasins (éléments inhabituels)

Dans le cadre d'un vaste programme d'amélioration de l'efficacité et de l'optimisation du réseau de magasins RONA existants, la Compagnie a pris la décision, au cours du deuxième trimestre 2008, de fermer quatre magasins moins performants et de transférer le volume d'affaires de ces magasins vers d'autres magasins RONA corporatifs et affiliés avoisinants. Deux de ces magasins sont des magasins à grande surface, l'un situé à Richmond en Colombie-Britannique et l'autre à Scarborough en Ontario. Les deux autres magasins sont de plus petits magasins traditionnels exploités sous la bannière Cashway en Ontario.

Au total pour l'exercice 2009, des frais inhabituels totalisant 13,8 millions de dollars et provenant principalement de la réévaluation des engagements liés aux fermetures mentionnées ci-haut ont affecté le bénéfice d'exploitation. Après impôts, les frais inhabituels de 2009 s'élèvent à 9,6 millions de dollars. En 2008, des frais inhabituels de 12,2 millions de dollars ont affecté le bénéfice d'exploitation. Après impôts, les frais inhabituels de 2008 s'élèvent à 11,0 millions de dollars.

Mentionnons que cette décision a permis à la Compagnie d'éliminer des pertes d'exploitation et de transférer le volume d'affaires dans des magasins corporatifs et affiliés mieux localisés ayant un meilleur potentiel de croissance et de rendement.

Bénéfice d'exploitation consolidé

Le bénéfice d'exploitation, incluant les éléments inhabituels mentionnés ci-haut, a atteint 333,0 millions de dollars en 2009, en baisse de 31,7 millions ou 8,7 % comparativement aux 364,7 millions enregistrés en 2008. Quant à la marge d'exploitation, elle est passée de 7,46 % en 2008 à 7,12 % en 2009, soit une baisse de 34 points de base, attribuable en grande partie à la pression des ventes comparables sur les coûts moins compressibles.

En excluant les éléments inhabituels, le bénéfice d'exploitation a atteint 346,8 millions de dollars en 2009, en baisse de 30,1 millions, soit 8,0 % sur celui de 2008. Quant à la marge d'exploitation, elle est passée de 7,71 % en 2008 à 7,41 % en 2009, soit une baisse de 30 points de base en dépit d'une réduction des ventes comparables de 4,8 % et d'une proportion plus importante des activités de distribution, lesquelles ont une marge d'exploitation moins élevée que les activités de détail.

Les nombreuses améliorations d'efficacité enregistrées dans le cadre de la Phase 1 du plan stratégique 2008-2011, soit le programme PEP, ont permis d'atténuer l'effet négatif relié à la pression continue sur les ventes dans l'industrie de la rénovation – construction attribuable à la baisse du niveau de confiance des consommateurs ainsi que l'effet des résultats des magasins ouverts récemment, lesquels n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. Au cours de l'exercice, le programme PEP a permis, entre autres, d'améliorer la marge brute, de réduire le niveau des inventaires, d'optimiser le réseau de magasins existants et de réduire les coûts de transport et de logistique.

Intérêts, amortissements et dépréciation

La dépense d'intérêt sur la dette à long terme et les emprunts bancaires de 2009 a diminué de 6,7 millions de dollars, soit 22,2 %, passant de 30,2 millions de dollars en 2008 à 23,5 millions en 2009. Cette baisse est attribuable à une gestion très disciplinée du bilan et des investissements en immobilisations jumelée au produit de l'émission d'actions complétée en juin 2009, lesquels ont permis de réduire le niveau d'endettement de la Compagnie de façon significative au cours de l'exercice.

L'amortissement et dépréciation pour l'exercice 2009 s'est élevé à 103,2 millions de dollars comparativement à 101,0 millions en 2008, soit une augmentation de 2,2 millions, ou 2,2 % sur 2008. Cette hausse découle de la mise en service de nouveaux magasins corporatifs, du programme de rénovation des magasins corporatifs existants et de l'amélioration continue de nos systèmes d'information.

Bénéfice net

Le bénéfice net, incluant les éléments inhabituels, a diminué de 18,2 millions de dollars ou 11,6 % pour s'établir à 138,3 millions de dollars en 2009, soit 1,11 \$ dilué par action, comparativement à 156,5 millions en 2008, ou 1,34 \$ dilué par action. Les facteurs ayant affecté le bénéfice d'exploitation s'appliquent également à la variation du bénéfice net.

En excluant les éléments inhabituels mentionnés ci-haut, le bénéfice net a atteint 147,8 millions de dollars en 2009, soit 1,19 \$ dilué par action, comparativement à 167,5 millions en 2008, ou 1,44 \$ dilué par action. Il s'agit d'une baisse de 19,7 millions de dollars soit 11,7 %.

ANALYSE DES RÉSULTATS SECTORIELS

RONA compte deux secteurs d'activité isolables : la distribution d'une part et les magasins corporatifs et franchisés d'autre part.

RONA : chiffres clés sectoriels, exercice terminé le 27 décembre 2009

(en milliers de dollars)	2009	2008	Variation \$ sur 2008	Variation % sur 2008
Ventes des secteurs				
Magasins corporatifs et franchisés	3 540 227	3 741 748	(201 521)	-5,4 %
Distribution	2 318 172	2 357 209	(39 037)	-1,7 %
Total	5 858 399	6 098 957	(240 558)	-3,9 %
Ventes intersectorielles et redevances				
Magasins corporatifs et franchisés	-	-	-	-
Distribution	(1 181 040)	(1 207 835)	26 795	-2,2 %
Total	(1 181 040)	(1 207 835)	26 795	-2,2 %
Ventes				
Magasins corporatifs et franchisés	3 540 227	3 741 748	(201 521)	-5,4 %
Distribution	1 137 132	1 149 374	(12 242)	-1,1 %
Total	4 677 359	4 891 122	(213 763)	-4,4 %
Bénéfice d'exploitation				
Magasins corporatifs et franchisés	252 840	286 177	(33 337)	-11,6 %
Distribution	80 154	78 552	1 602	2,0 %
Total	332 994	364 729	(31 735)	-8,7 %
Bénéfice d'exploitation (excluant éléments inhabituels)				
Magasins corporatifs et franchisés	266 649	298 399	(31 750)	-10,6 %
Distribution	80 154	78 552	1 602	2,0 %
Total	346 803	376 951	(30 148)	-8,0 %
Marge d'exploitation				
Magasins corporatifs et franchisés	7,14 %	7,65 %	-	-51 p.b.
Distribution	7,05 %	6,83 %	-	+22 p.b.
Total	7,12 %	7,46 %	-	-34 p.b.
Marge d'exploitation (excluant éléments inhabituels)				
Magasins corporatifs et franchisés	7,53 %	7,97 %	-	-44 p.b.
Distribution	7,05 %	6,83 %	-	+22 p.b.
Total	7,41 %	7,71 %	-	-30 p.b.

Magasins corporatifs et franchisés

Pour l'exercice 2009, les ventes du secteur des magasins corporatifs et franchisés ont atteint 3 540,2 millions de dollars, soit une diminution de 201,5 millions ou 5,4 % sur 2008. Tel que mentionné dans l'analyse des résultats consolidés, cette diminution provient d'une baisse des ventes comparables, laquelle est attribuable aux baisses de mises en chantier enregistrées au cours de l'exercice ainsi qu'à la faiblesse du niveau de confiance des consommateurs canadiens.

La majorité de la baisse des ventes comparables est attribuable à la diminution des ventes de produits forestiers, de matériaux de construction, d'outillage et de produits saisonniers. Les ventes des catégories couvre-planchers, peinture, plomberie, luminaires, cuisine et services d'installation ont toutefois connu une très bonne performance au cours de l'exercice, reflétant ainsi la prudence des consommateurs par la réalisation de plus petits projets de rénovation, mais également le succès de nos différentes promotions, de même que la progression des ventes associées à notre programme de bonification des crédits d'impôt à la rénovation, RONAvantage. Les ventes de produits de la marque privée RONA et des marques contrôlées ont affiché une performance supérieure aux ventes comparables, permettant ainsi d'accroître le taux de pénétration de notre marque privée RONA et des marques contrôlées à plus de 19 % comparativement à 17 % à la fin de 2008. De nouveaux produits et de nouvelles marques ont d'ailleurs été lancés en fin d'exercice et seront disponibles en magasin en 2010.

Les activités de fidélisation et de stimulation des ventes de RONA, ainsi que les efforts déployés par nos employés pour offrir le meilleur service et la meilleure expérience de magasinage de notre industrie même en période de ralentissement, ont limité la diminution du nombre de transactions en magasin. Le succès de notre programme RONAvantage ainsi que ses effets sur nos ventes des services d'installation et autres services connexes ont permis à la Compagnie d'afficher une hausse du panier moyen en 2009 dans les magasins à grande surface. Le panier moyen de nos magasins de proximité et spécialisés en matériaux a toutefois diminué au cours de l'exercice, compte tenu de la faiblesse des ventes de produits forestiers et de matériaux de construction.

Au cours de l'exercice, RONA a poursuivi l'implantation de son concept de magasin de proximité par l'ouverture de deux nouveaux magasins de 52 000 pieds carrés, l'un sous la bannière TOTEM Building Supplies situé à Strathmore en Alberta et l'autre sous la bannière RONA situé à Saint-Georges, au Québec. Du côté des grandes surfaces, RONA a complété la revitalisation de sa bannière Réno-Dépôt par la réalisation de rénovations majeures à plusieurs magasins et par la reconstruction et l'agrandissement du magasin situé à Ville LaSalle, au Québec. Ce nouveau magasin compte maintenant 130 000 pieds carrés de superficie. En fin d'exercice, RONA a également lancé une toute nouvelle bannière, STUDIO par RONA et a procédé à l'ouverture de trois nouveaux points de vente arborant cette bannière dans la région de Montréal, au Québec.

Enfin, les ventes commerciales et professionnelles pour les magasins à grande surface en Ontario ont augmenté de plus de 15 % résultant d'une étroite collaboration avec l'équipe spécialisée des ventes de la Division du marché commercial et professionnel. Le spécialiste en plomberie Noble Trade en Ontario a également poursuivi sa croissance en dépit d'une diminution du niveau d'activité de l'industrie.

Le bénéfice d'exploitation des activités de détail, incluant les éléments inhabituels liés aux coûts de fermeture mentionnés dans l'analyse des résultats consolidés, s'est élevé à 252,8 millions de dollars en 2009, comparativement à 286,2 millions en 2008. La marge d'exploitation des activités de détail a diminué de 51 points de base, passant de 7,65 % en 2008 à 7,14 % en 2009.

En excluant les éléments inhabituels, le bénéfice d'exploitation a atteint 266,6 millions de dollars en 2009, en baisse de 31,8 millions, soit 10,6 % sur celui de 2008. Quant à la marge d'exploitation, elle est passée de 7,97 % en 2008 à 7,53 % en 2009, soit une baisse de 44 points de base, attribuable en grande partie à la diminution des ventes comparables de 4,8 %. Les nombreuses améliorations d'efficacité enregistrées dans le cadre de la Phase 1 du plan stratégique 2008-2011, soit le programme PEP, ont permis d'atténuer une bonne partie des effets négatifs liés à la pression sur les ventes. Pour le secteur du détail, le programme PEP a permis, entre autres, d'améliorer la marge brute, notamment d'optimiser le réseau de magasins existants et d'améliorer le processus d'ouverture de nouveaux magasins.

Distribution

Nettes des activités intersectorielles, les ventes de distribution ont diminué de 1,1 % pour s'établir à 1 137,1 millions de dollars pour l'exercice 2009 comparativement à 1 149,4 millions en 2008. Cette diminution provient d'une légère baisse des ventes comparables de nos marchands affiliés, particulièrement les marchands ayant une forte proportion de ventes de matériaux, laquelle n'a pu être compensée par le recrutement de marchands indépendants. Tout comme les ventes de nos magasins corporatifs, les ventes des marchands affiliés ont été affectées par la diminution des mises en chantier au cours de l'exercice.

Les activités de distribution ont produit un bénéfice d'exploitation de 80,2 millions de dollars en 2009, comparativement à 78,6 millions en 2008, soit une augmentation 1,6 million de dollars ou 2,0 %. La marge d'exploitation a pour sa part augmenté de 22 points de base. Ces hausses sont attribuables à des gains d'efficacité aux centres de distribution, à une réduction des coûts de transport ainsi qu'à l'optimisation du volume et des canaux de distribution.

TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

L'exploitation a généré des fonds de 260,0 millions de dollars en 2009, comparativement à 264,1 millions en 2008. Nette de la variation d'éléments du fonds de roulement, l'exploitation a généré des fonds de 282,8 millions de dollars, contre 347,5 millions en 2008.

Tout au long de l'exercice, la Compagnie a appliqué une gestion financière disciplinée et un suivi rigoureux des investissements en immobilisations. En 2009, RONA a investi 161,9 millions de dollars en immobilisations et en actifs incorporels, soit 34,2 millions de moins que les 196,1 millions investis en 2008. Ces investissements ont été consacrés à l'expansion de notre réseau de détail, à savoir la construction de nouveaux magasins ainsi que la réfection, la rénovation et la mise à niveau de magasins existants en fonction des nouveaux concepts. Nous avons également consenti une partie des investissements à l'amélioration continue des systèmes d'information afin d'accroître notre efficacité opérationnelle. Des actifs non stratégiques ont également été vendus au cours de l'exercice résultant en une entrée de fonds de 8,7 millions de dollars.

RONA a émis 11 630 000 actions le 2 juin dernier à un prix de 12,90 \$ par action moyennant un produit brut de 150 millions de dollars. À la suite de l'exercice de l'option de surallocation le 30 juin dernier, soit après la fermeture du deuxième trimestre, 1 744 500 actions supplémentaires ont été émises à un prix de 12,90 \$ par action, portant le produit brut global du placement à 172,5 millions de dollars, pour un total de 13 374 500 actions émises.

Avec l'émission d'actions, les importants fonds générés par l'exploitation et la gestion disciplinée du fonds de roulement depuis le début de l'exercice, RONA a financé la totalité de ses projets d'investissements tout en réduisant divers emprunts totalisant 58,2 millions de dollars. Au 27 décembre 2009, l'endettement net de la Compagnie avait été réduit de 283,8 millions comparativement à pareille date en 2008. Au 27 décembre 2009, RONA comptait 239,3 millions de dollars en encaisse, montant qui sera déployé au cours des prochains trimestres pour la réalisation de divers projets de croissance dans le cadre de la Phase 2 du plan stratégique 2008-2011 de la Compagnie. RONA a également accès à une facilité de crédit non utilisée pouvant atteindre 650 millions de dollars.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des obligations contractuelles de la Compagnie au 27 décembre 2009, y compris les contrats de location exploitation hors bilan utilisés dans le cours normal des affaires. De plus, la Compagnie a conclu des arrangements hors bilan, tels que des conventions de rachat de biens en stocks et des garanties d'emprunts hypothécaires (arrangements qui n'apparaissent pas au tableau ci-dessous). La Compagnie se porte garante d'emprunts hypothécaires pour un montant de 1,3 million de dollars. Ces emprunts s'échelonnent jusqu'en 2012 et la valeur nette comptable des actifs détenus en garantie, principalement composés de terrains et de bâtiments, est de 5,7 millions de dollars. En vertu de conventions de rachat de biens en stocks, la Compagnie s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à une moyenne de 61 % de la valeur au coûtant des stocks pour un montant maximal de 71,8 millions de dollars. Dans l'éventualité d'un recours, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Compagnie. Ces conventions ont une durée indéterminée mais peuvent être résiliées par la Compagnie avec un préavis de 30 jours. De l'avis de la direction, la probabilité que des paiements importants soient engagés en vertu de ces obligations est faible. Enfin, des lettres de crédit à l'importation totalisant plus de 33 millions de dollars étaient en circulation en fin d'exercice pour l'achat de divers produits, principalement des produits saisonniers.

RONA : obligations contractuelles selon l'échéance
(au 27 décembre 2009)

Obligations contractuelles	Versements à effectuer selon l'échéance (milliers de dollars)				
	Total	Moins de un an	1-2 ans	3-4 ans	5 ans et plus
Emprunts à long terme	433 771	4 953	15 724	8 431	404 663
Obligations relatives aux biens loués	7 295	3 818	2 820	455	202
Contrats de location exploitation et baux	1 136 673	123 334	225 439	191 595	596 305
Autres obligations à long terme	17 167	11 367	5 800	-	-
Total	1 594 906	143 472	249 783	200 481	1 001 170

RONA : données sur les actions en circulation
Au 11 février 2010

Actions ordinaires	129 654 305
Options non exercées	1 906 969
Total	131 561 274

Le bilan de RONA est solide. Au 27 décembre 2009, le ratio dette nette totale / capital utilisé se chiffrait à 10,4 %, comparativement à 25,0 % à la clôture de l'exercice 2008. Le ratio capitaux propres / total de l'actif atteignait 64,7 % au terme de l'exercice 2009, comparativement à 59,2 % à pareille date en 2008.

L'exploitation de la Compagnie produit des flux financiers importants. Avec un niveau d'endettement relativement bas et des taux fixés à long terme sur la majeure partie de sa dette à long terme, RONA dispose en outre de liquidités importantes et d'un accès à plusieurs millions de dollars de crédit à des taux compétitifs. Nos ressources financières sont donc suffisantes pour poursuivre le développement de façon disciplinée sur nos quatre vecteurs de croissance : la croissance des ventes de notre réseau existant, la construction de nouveaux magasins corporatifs et franchisés, le recrutement de nouveaux marchands affiliés et les acquisitions.

INFORMATION TRIMESTRIELLE

Les résultats de RONA varient beaucoup d'un trimestre à l'autre en raison de la forte saisonnalité reliée à l'activité de la rénovation – construction. Les plus fortes périodes de l'année sont enregistrées au printemps et à l'automne, de sorte que près de 80 % du bénéfice net annuel de la Compagnie est généré au cours des deuxième et troisième trimestres de l'exercice. De plus, les ventes du premier trimestre de l'exercice sont toujours largement inférieures à celles des trois autres, en raison du faible niveau d'activité du secteur de la rénovation – construction en hiver. Enfin, des conditions météorologiques défavorables peuvent avoir une incidence importante sur les ventes. Avec la croissance de la proportion de nos activités provenant du secteur des magasins corporatifs et franchisés, l'effet saisonnier du premier trimestre s'avère également plus important en 2007, 2008 et 2009 que par les années passées. Le deuxième trimestre quant à lui représente toujours le plus fort trimestre de l'exercice, suivi du troisième trimestre.

RONA : résultats financiers trimestriels consolidés
(En millions de dollars, à l'exception des bénéfices par action)

	2009				2008 (retraités)				2007 (retraités)
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Ventes	1 140,9	1 320,5	1 369,9	846,0	1 124,6	1 381,7	1 473,3	911,5	1 087,0
Bénéfice d'exploitation	78,8	105,8	122,9	25,5	75,3	112,5	150,3	26,6	71,4
Bénéfice d'exploitation (excluant éléments inhabituels)	78,4	111,8	131,1	25,5	76,2	121,0	153,1	26,6	71,4
Bénéfice net (perte nette)	30,9	49,1	60,8	(2,5)	29,8	52,5	76,6	(2,4)	28,5
Bénéfice net (perte nette) (excluant éléments inhabituels)	30,6	53,3	66,5	(2,5)	30,4	58,9	80,6	(2,4)	28,5
Bénéfice (perte) par action (\$)	0,24	0,38	0,51	(0,02)	0,26	0,45	0,66	(0,02)	0,25
Bénéfice (perte) par action (\$) (excluant éléments inhabituels)	0,24	0,41	0,56	(0,02)	0,26	0,51	0,70	(0,02)	0,25
Bénéfice (perte) dilué(e) par action (\$)	0,24	0,38	0,51	(0,02)	0,25	0,45	0,66	(0,02)	0,24
Bénéfice (perte) dilué(e) par action (\$) (excluant éléments inhabituels)	0,23	0,41	0,55	(0,02)	0,26	0,50	0,69	(0,02)	0,24

Note : Les résultats des exercices 2008 et 2007 ont été retraités pour tenir compte de l'application du chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*.

Croissance annuelle des ventes par magasins comparables
Neuf derniers trimestres

T4-2007	T1-2008	T2-2008	T3-2008	T4-2008	T1-2009	T2-2009	T3-2009	T4-2009
-2,5 %	-7,0 %	-4,9 %	-3,5 %	-1,4 %	-8,5 %	-6,2 %	-5,3 %	+0,7 %

Note : Les ventes comparables ont été retraitées pour 2007 et 2008 afin de refléter les ventes sans ajustements pour les congés fériés et déflation de matériaux.

Les trimestres de l'exercice 2008

Premier trimestre

Les ventes consolidées du premier trimestre 2008 se sont établies à 911,5 millions de dollars, soit 33,0 millions, ou 3,8 % de plus que les 878,5 millions enregistrés en 2007. La croissance est principalement attribuable aux acquisitions et à l'ouverture de magasins, ainsi qu'au recrutement de nouveaux marchands affiliés. En excluant l'apport des acquisitions, soit Noble Trade, Dick's Lumber, Centre de Rénovation André Lessard et Best-MAR, les ventes consolidées ont diminué de 3,5 %. Les ventes générées par les nouveaux magasins n'ont pu compenser la baisse des revenus provenant de nos magasins comparables, lesquels ont diminué de 5,2 % au cours du premier trimestre 2008, en excluant la déflation de 0,5 % du prix moyen des produits forestiers et l'effet négatif lié aux congés fériés évalué à 1,3 %. Mentionnons qu'un nouveau congé férié (« Family Day ») a été introduit en Ontario et que le congé de Pâques a eu lieu au premier trimestre 2008, comparativement au deuxième trimestre de l'année précédente.

La perte nette du premier trimestre 2008 s'est établie à 2,4 millions de dollars, soit 0,02 \$ par action, comparativement à un bénéfice net de 8,0 millions en 2007, ou 0,07 \$ par action. Cette baisse s'explique par la pression sur les ventes dans l'industrie de la rénovation – construction attribuable à la baisse du niveau de confiance des consommateurs et par l'effet des conditions météorologiques défavorables sur les ventes. La baisse est également attribuable aux nouveaux magasins, lesquels n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. Ces éléments n'ont pu être compensés par un ajustement rapide de la structure de coûts de la Compagnie en début d'année, puisqu'il s'agit de la période la moins achalandée où les coûts variables sont très difficilement compressibles. Rappelons que le premier trimestre représente historiquement seulement 15 % des revenus et 5 % des bénéfices de l'année.

Cependant, ces résultats masquent les nombreuses améliorations d'efficacité enregistrées dans le cadre de la Phase 1 du plan stratégique 2008-2011, soit le programme PEP. Au cours du premier trimestre, ces projets ont permis, entre autres, d'améliorer la marge brute ajustée, de réduire le niveau des inventaires comparables, d'optimiser le réseau de magasins existants et des centres de distribution et d'améliorer les résultats des récentes ouvertures de magasins.

Deuxième trimestre

Les ventes consolidées du deuxième trimestre 2008 se sont établies à 1 473,3 millions de dollars, soit 4,2 millions, ou 0,3 % de plus que les 1 469,1 millions enregistrés en 2007. La croissance est attribuable à l'ouverture de magasins, au recrutement de nouveaux marchands affiliés et aux acquisitions. En excluant l'apport des acquisitions, soit Dick's Lumber, Centre de Rénovation André Lessard et Best-MAR, les ventes consolidées ont diminué de 2,2 %. Les ventes générées par les nouveaux magasins ouverts et recrutés au cours des 12 derniers mois n'ont pu compenser la baisse des revenus provenant de nos magasins comparables, lesquels ont diminué de 4,4 % au cours du deuxième trimestre 2008, en excluant la déflation de 0,5 % du prix moyen des produits forestiers. Mentionnons que les ventes comparables incluent un effet positif lié aux congés fériés évalué à 1,1 %. En effet, le deuxième trimestre de 2008 compte deux jours ouvrables de plus que l'année précédente soit, le congé de Pâques qui a eu lieu au premier trimestre 2008 contrairement au deuxième trimestre 2007 et le deuxième, le congé de la fête du Canada qui était inclus dans le troisième trimestre 2008 contrairement au deuxième trimestre l'année précédente.

Le bénéfice net, incluant les éléments inhabituels du deuxième trimestre 2008, a diminué de 13,1 % pour s'établir à 76,6 millions de dollars, soit 0,66 \$ par action dilué, comparativement à 88,2 millions en 2007, ou 0,76 \$ par action dilué. En excluant les éléments inhabituels liés aux coûts de fermeture et au gain sur disposition d'actifs mentionnés ci-haut, le bénéfice net a atteint 80,6 millions de dollars au deuxième trimestre 2008, soit 0,69 \$ par action dilué, comparativement à 88,2 millions en 2007, ou 0,76 \$ par action dilué. Il s'agit d'une baisse de 7,5 millions de dollars soit 8,6 %. Cette diminution s'explique principalement par la pression actuelle sur les ventes dans l'industrie de la rénovation – construction attribuable à la baisse du niveau de confiance des consommateurs. De plus, la diminution est attribuable à un écart défavorable relié aux éléments de taux de change, à des frais de transport à la hausse et aux résultats des magasins ouverts au cours de l'année, lesquels n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. Les nombreuses améliorations d'efficacité enregistrées dans le cadre de la Phase 1 du plan stratégique 2008-2011, soit le programme PEP, ont cependant permis d'atténuer l'effet négatif relié à ces facteurs. Au cours du deuxième trimestre, le programme PEP a permis, entre autres, d'améliorer la marge brute ajustée, de réduire le niveau des inventaires et d'optimiser le réseau de magasins existants et des centres de distribution.

Troisième trimestre

Les ventes consolidées du troisième trimestre 2008 se sont établies à 1 381,7 millions de dollars, soit 31,2 millions, ou 2,3 % de plus que les 1 350,5 millions enregistrés en 2007. La croissance est attribuable à l'ouverture de magasins, au recrutement de nouveaux marchands affiliés, aux acquisitions et à la hausse des ventes de distribution. En excluant l'apport des acquisitions, soit Dick's Lumber, Centre de Rénovation André Lessard et Best-MAR, les ventes consolidées ont diminué de seulement 0,3 %. La forte croissance des ventes du secteur de la distribution ainsi que les ventes générées par les nouveaux magasins ouverts au cours des 12 derniers mois ont presque entièrement compensé la baisse des revenus provenant de nos magasins comparables et la perte de revenus provenant des magasins fermés au cours des derniers mois. Au cours du troisième trimestre 2008, les ventes comparables ont diminué de 2,3 %, en excluant la déflation de 0,7 % du prix moyen des produits forestiers. Mentionnons que les ventes comparables incluent un effet positif lié aux congés fériés évalué à 0,5 %.

Le bénéfice net, incluant les éléments inhabituels du troisième trimestre 2008, a diminué de 1,4 million de dollars ou 2,6 % pour s'établir à 52,5 millions, soit 0,45 \$ par action dilué, comparativement à 53,9 millions en 2007, ou 0,46 \$ par action dilué. En excluant les éléments inhabituels, le bénéfice net a atteint 58,9 millions de dollars au troisième trimestre 2008, soit 0,50 \$ par action dilué, comparativement à 53,9 millions en 2007, ou 0,46 \$ par action dilué. Il s'agit d'une hausse de 5,0 millions de dollars soit 9,3 %, reflétant ainsi les efforts considérables consentis tout au long

du trimestre pour stimuler les ventes et améliorer l'efficacité opérationnelle afin de compenser les effets négatifs reliés à la pression sur les ventes dans l'industrie de la rénovation – construction.

Quatrième trimestre

Les ventes consolidées du quatrième trimestre 2008 se sont établies à 1 124,6 millions de dollars, soit 37,6 millions, ou 3,5 % de plus que les 1 087,0 millions enregistrés en 2007. La croissance est attribuable à l'ouverture de magasins, au recrutement de nouveaux marchands affiliés, aux acquisitions et à la hausse des ventes de distribution. En excluant l'apport des acquisitions, soit Dick's Lumber, Centre de Rénovation André Lessard et Best-MAR, les ventes consolidées ont augmenté de 1,5 %. L'augmentation de 34,2 millions de dollars, soit 15,3 % des ventes du secteur de la distribution provenant d'une très bonne performance de notre réseau d'affiliés et de l'intégration rapide des plus récents marchands recrutés, de même que les ventes générées par les nouveaux magasins ouverts au cours de l'exercice ont plus que compensé la baisse des revenus provenant de nos magasins comparables. La hausse des ventes du secteur de la distribution provient du stockage temporaire de certains matériaux de construction à bas prix en fin d'exercice et à la croissance générale des achats de matériaux de construction de notre réseau d'affiliés compte tenu de la mise en place d'un programme d'achat amélioré pour nos marchands spécialisés en matériaux de construction.

Au cours du quatrième trimestre 2008, les ventes comparables ont diminué de seulement 0,8 %, en excluant la déflation de 0,6 % du prix moyen des produits forestiers. Le Québec, les Prairies et les provinces de l'Atlantique ont très bien performé au cours du trimestre mais n'ont pu complètement compenser la pression actuelle sur les ventes dans les provinces de l'Alberta, de la Colombie-Britannique et de l'Ontario, plus durement touchées par le ralentissement économique.

Le bénéfice net, incluant les éléments inhabituels du quatrième trimestre 2008, a augmenté de 1,2 million de dollars ou 4,4 % pour s'établir à 29,8 millions de dollars, soit 0,25 \$ par action dilué, comparativement à 28,5 millions en 2007, ou 0,24 \$ par action dilué. En excluant les éléments inhabituels, le bénéfice net a atteint 30,4 millions de dollars au quatrième trimestre 2008, soit 0,26 \$ par action dilué, comparativement à 28,5 millions en 2007, ou 0,24 \$ par action dilué. Il s'agit d'une augmentation de 1,8 million de dollars, soit 6,4 %.

Les trimestres de l'exercice 2009

Premier trimestre

Les ventes consolidées pour le premier trimestre 2009 se sont établies à 846,0 millions de dollars, soit 65,5 millions, ou 7,2 % de moins que les 911,5 millions enregistrés en 2008. Cette diminution provient principalement d'une baisse de 8,5 % des ventes comparables, attribuable en grande partie au faible niveau de confiance des consommateurs canadiens envers l'économie, à la baisse des mises en chantier dans l'ouest du pays et à un effet saisonnier amplifié par une période de froid intense en début d'exercice ayant affecté, entre autres, les ventes de matériaux de construction et de produits forestiers d'un bout à l'autre du pays. Les conditions météorologiques ont également été particulièrement défavorables dans l'Ouest canadien au mois de mars avec des records de précipitations en Alberta. Mentionnons que les ventes du secteur de la distribution ont affiché une légère hausse au cours du trimestre reflétant le recrutement de nouveaux marchands affiliés dans la dernière année. Ces marchands ont également affiché une bonne performance relative de leurs ventes au détail comparables, lesquelles ont diminué de seulement 3,2 % au cours du trimestre.

Pour le premier trimestre 2009, RONA a affiché une perte nette de 2,5 millions de dollars, soit 0,02 \$ par action comparativement à une perte nette de 2,4 millions, ou 0,02 \$ par action au premier trimestre 2008. Il s'agit d'une baisse de 0,1 million de dollars reflétant, tel que mentionné précédemment, la pression actuelle sur les ventes dans l'industrie de la rénovation – construction et un effet saisonnier amplifié par les conditions météorologiques défavorables. Ces éléments ont été presque entièrement compensés par les mesures d'amélioration de l'efficacité reliées au programme PEP et par la diminution des frais d'intérêts.

Deuxième trimestre

Les ventes consolidées pour le deuxième trimestre 2009 se sont établies à 1 369,9 millions de dollars, une diminution de 103,3 millions, ou 7,0 % sur les 1 473,3 millions enregistrés en 2008. Cette diminution provient principalement d'une baisse de 6,2 % des ventes comparables, attribuable en grande partie à la forte baisse des mises en chantier, particulièrement dans l'ouest du pays, laquelle a grandement affecté les ventes de nos magasins spécialisés en matériaux de construction. Les ventes comparables ont également été affectées par un effet négatif de 0,75 % puisque le deuxième trimestre 2009 comptait une journée d'exploitation de moins qu'en 2008 compte tenu d'un congé férié. Au cours du deuxième trimestre, les conditions météorologiques ont été une fois de plus défavorables à l'activité de la rénovation – construction ainsi qu'à la vente de produits saisonniers et d'articles reliés à la climatisation.

Le bénéfice net, incluant les éléments inhabituels, a diminué de 20,7 % pour s'établir à 60,8 millions de dollars, soit 0,51 \$ par action dilué, comparativement à 76,6 millions en 2008, ou 0,66 \$ par action dilué. En excluant les éléments inhabituels comptabilisés au cours du trimestre, le bénéfice net a atteint 66,5 millions de dollars au deuxième trimestre 2009, soit 0,55 \$ par action dilué, comparativement à 80,6 millions en 2008, ou 0,69 \$ par action dilué. Il s'agit d'une baisse de 14,2 millions de dollars soit 17,6 %. Cette baisse est largement attribuable à la faiblesse des ventes comparables et à l'intensification des activités promotionnelles. Ces facteurs ont été partiellement compensés par une diminution importante des frais d'intérêts au cours du trimestre.

Troisième trimestre

Les ventes consolidées du troisième trimestre 2009 se sont établies à 1 320,5 millions de dollars, soit 61,2 millions, ou 4,4 % de moins que les 1 381,7 millions enregistrés en 2008. La baisse est principalement attribuable à la diminution de 5,3 % des ventes comparables du secteur des magasins corporatifs et franchisés alors que les ventes du secteur de la distribution ont diminué de 1,6 %.

La diminution des ventes comparables est principalement attribuable aux baisses de mises en chantier enregistrées depuis quelques trimestres, lesquelles exercent une pression à la baisse sur les ventes des spécialistes en matériaux ainsi que sur les dépenses de rénovation des ménages puisque les acheteurs procèdent généralement à d'importants travaux d'amélioration dans les mois et les années suivant l'achat d'une nouvelle propriété. La baisse des ventes comparables est également attribuable à la faiblesse du niveau de confiance des consommateurs canadiens, qui malgré une récente amélioration, se situe toujours à un niveau inférieur à l'an dernier. Enfin, les conditions météorologiques ont, une fois de plus ce trimestre-ci, été particulièrement défavorables à la vente de produits saisonniers au début du trimestre. Notons que plus de 80 % de la baisse des ventes comparables est attribuable à la diminution des ventes de produits forestiers, de matériaux de construction, d'outillage et de produits saisonniers.

Le bénéfice net, incluant les éléments inhabituels du troisième trimestre 2009, a diminué de 3,4 millions de dollars ou 6,4 % pour s'établir à 49,1 millions de dollars, soit 0,38 \$ dilué par action, comparativement à 52,5 millions en 2008, ou 0,45 \$ dilué par action. En excluant les éléments inhabituels mentionnés ci-haut, le bénéfice net a atteint 53,3 millions de dollars au troisième trimestre 2009, soit 0,41 \$ dilué par action, comparativement à 58,9 millions en 2008, ou 0,50 \$ dilué par action. Il s'agit d'une baisse de 5,6 millions de dollars soit 9,6 %. Les nombreuses améliorations d'efficacité enregistrées dans le cadre de la Phase 1 du plan stratégique 2008-2011, soit le programme PEP, ont permis de compenser l'effet négatif relié à la pression continue sur les ventes dans l'industrie de la rénovation – construction attribuable à la baisse du niveau de confiance des consommateurs ainsi que l'effet des résultats des magasins ouverts récemment, lesquels n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. Au cours du troisième trimestre, le programme PEP a permis, entre autres, de réduire le niveau des inventaires, d'optimiser le réseau de magasins existants et de réduire les coûts de transport et de logistique.

Quatrième trimestre

Les ventes consolidées du quatrième trimestre 2009 se sont établies à 1 140,9 millions de dollars, soit 16,3 millions, ou 1,5 % de plus que les 1 124,6 millions enregistrés en 2008. La croissance est attribuable à la hausse de 0,7 % des ventes comparables, à l'ouverture de magasins en cours d'exercice et à l'augmentation des ventes de distribution. La croissance des ventes comparables reflète une reprise économique en cours au Canada ainsi que l'amélioration des conditions de marché dans l'industrie de la rénovation – construction. Cette hausse est également attribuable au succès de nos différents programmes de stimulation des projets de rénovation, notamment RONAventure, le seul programme continu de bonification aux crédits d'impôt à la rénovation de notre industrie.

Cette croissance des ventes, jumelée à l'amélioration de l'efficacité et de la productivité de la Compagnie dans le cadre du programme PEP a permis d'accroître le bénéfice net de 3,6 % au quatrième trimestre 2009. Le bénéfice net, incluant les éléments inhabituels, a ainsi augmenté de 1,1 million de dollars pour s'établir à 30,9 millions, soit 0,24 \$ par action diluée, comparativement à 29,8 millions en 2008, ou 0,25 \$ par action diluée. Cette croissance du bénéfice net reflète l'augmentation des ventes.

En excluant les éléments inhabituels, le bénéfice d'exploitation s'est établi à 78,4 millions de dollars au quatrième trimestre 2009, une hausse de 2,3 millions, soit 3,0 % sur le bénéfice d'exploitation du quatrième trimestre 2008. La marge d'exploitation, excluant éléments inhabituels, a pour sa part augmenté de 10 points de base.

En excluant les éléments inhabituels, le bénéfice net a atteint 30,6 millions de dollars au quatrième trimestre 2009, soit 0,23 \$ par action diluée, comparativement à 30,4 millions en 2008, ou 0,26 \$ par action diluée. Il s'agit d'une augmentation de 0,2 million de dollars, soit 0,7 %.

PERSPECTIVES

Dans un contexte de début de reprise économique modérée et compte tenu des importantes réalisations de son programme PEP (productivité, efficacité, profitabilité), RONA compte rapidement tirer avantage des différentes occasions d'affaires dans son secteur d'activité. La Compagnie possède un bilan solide offrant beaucoup de flexibilité financière, laquelle sera d'ailleurs mise à contribution pour la réalisation de la Phase 2 du plan stratégique 2008-2011, soit le programme Nouveau monde.

Dans le cadre du programme Nouveau monde, la croissance de la Compagnie sera réalisée selon les quatre vecteurs suivants : d'une part, le développement du réseau, grâce à la construction de nouveaux magasins, au développement du réseau des marchands affiliés et à la réalisation d'acquisitions stratégiques, et, d'autre part, la croissance clients, le terme dorénavant utilisé par RONA pour désigner la croissance organique ou la croissance des ventes comparables. L'objectif est d'accroître la part de marché que détient RONA dans son industrie au Canada, pour la faire passer de 17,5 %, soit le pourcentage de sa part actuelle, à 20 %.

La croissance clients sera stimulée par les nombreuses initiatives visant à améliorer l'expérience client, soit des concepts novateurs de magasins, de nouvelles catégories de produits, de nouvelles marques privées et contrôlées, de nouveaux outils en vue d'accroître la fidélité et de nouveaux programmes de formation à l'intention des employés de magasin. Le nouveau programme de planification de la relève de la Compagnie permettra également à RONA d'attirer les marchands de la nouvelle génération et de demeurer l'entreprise offrant le meilleur support au développement des marchands indépendants canadiens.

Mentionnons que la répartition trimestrielle des dépenses publicitaires de l'exercice 2010 sera significativement différente de celle de 2009, puisqu'un montant additionnel de près de 5 millions de dollars sera encouru au premier trimestre de l'exercice dans le cadre de l'importante campagne publicitaire « Fabriqués au Canada » des Jeux olympiques de Vancouver 2010. Ce montant sera toutefois compensé par des réductions équivalentes au cours des trimestres suivants de 2010. RONA estime par ailleurs que cette campagne aura des retombées importantes sur la notoriété de l'entreprise d'un bout à l'autre du pays.

Enfin, la direction de RONA confirme qu'elle a posé les actions nécessaires aux cours des deux dernières années afin d'être fin prête pour la relance économique, prête pour les défis du nouveau monde et surtout prête à entreprendre une phase de croissance renouvelée.

RISQUES ET INCERTITUDES

Le contrôle et l'amélioration des opérations sont des préoccupations constantes chez RONA. Dans cette perspective, l'identification et la gestion des risques sont des facteurs importants. RONA a identifié et évalué les principaux risques d'entreprise qui pourraient avoir des conséquences négatives sur l'atteinte des objectifs et subséquemment sur le rendement de la Compagnie. Elle a aussi mis en place un cadre formel de gestion des risques stratégiques.

RONA gère ses risques de façon continue et a mis en place de nombreuses activités dont l'objectif est de mitiger les risques principaux qui sont mentionnés dans la section suivante afin d'en atténuer les impacts financiers.

Marché et compétition

Le secteur des articles de quincaillerie, de rénovation et de jardinage dans lequel RONA intervient est très concurrentiel. Les concurrents de RONA sont de grandes chaînes nationales et multinationales, ainsi que plusieurs groupes régionaux ou magasins indépendants.

Les tendances dans le secteur de la construction ont une incidence directe sur RONA. Les ventes de l'entreprise sont liées, dans une certaine mesure, avec le nombre de mises en chantier, la revente de propriétés et l'intérêt des consommateurs pour la rénovation. De plus, la demande de produits de rénovation, de quincaillerie et de jardinage dépend en partie des goûts des consommateurs et des tendances qui se dessinent. RONA doit donc se tenir à l'affût des besoins et des demandes de ses clients. RONA compte cependant sur une bonne répartition de ses activités soit géographiquement, par secteur d'activité, par bannière et par format de magasins.

Le secteur dans lequel RONA fait affaires a un caractère saisonnier. Les variations météorologiques peuvent avoir un certain impact sur les ventes. De plus, les ventes du premier trimestre de l'exercice sont toujours inférieures à celles des trois autres à cause du faible niveau d'activité du secteur de la rénovation en hiver.

Ces différents facteurs peuvent avoir des impacts importants sur la situation financière de la Compagnie.

Économique

Une partie significative des dépenses dans le secteur de la rénovation, de la quincaillerie et du jardinage est discrétionnaire et, par conséquent, sensible à la vigueur de l'économie ainsi qu'à la confiance et au pouvoir d'achat des consommateurs. En outre, le bois d'œuvre, les matières premières et d'autres matériaux de construction sont des marchandises dont les prix fluctuent en fonction des marchés, ce qui a des incidences sur les ventes de la Compagnie.

Tel qu'indiqué, la conjoncture économique a des impacts sur les résultats de RONA. L'amplitude et la durée de la récession ne peuvent être déterminées. Par contre, RONA a une gestion du bilan serrée, un modèle d'affaires diversifié et a mis en place le programme PEP qui a permis d'améliorer l'efficacité de ses opérations, ainsi qu'un plan d'amélioration continue permanent. Comme elle l'a fait dans le passé, la direction s'assure de réagir de façon proactive aux impacts créés par la conjoncture économique.

Différents facteurs tel que le taux de change, le taux de chômage, les taux d'intérêts et les conditions générales de crédit peuvent aussi avoir une influence négative sur les résultats financiers de la Compagnie.

Employés compétents

Pour atteindre nos objectifs, nous devons attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents et ce, tout en contrôlant la masse salariale. Notre capacité à contrôler les coûts de main-d'œuvre est sujette à plusieurs facteurs externes dont les taux de rémunération et d'assurances collectives.

L'incapacité à attirer, former et retenir des employés compétents pourrait avoir un impact sur la capacité de croissance et la performance financière de la Compagnie.

Technologies de l'information

De par le modèle d'affaires et la croissance par acquisitions, la structure des technologies de l'information est complexe. Nous avons fait des investissements technologiques importants et nous continuerons à le faire autant dans nos magasins, nos centres de distribution et nos centres administratifs. Ces investissements permettront d'intégrer ces systèmes, de simplifier la structure, de répondre à certaines exigences opérationnelles et profiter d'une évolution technologique. L'incapacité à intégrer ces systèmes dans un délai raisonnable pourrait ne pas permettre l'atteinte des résultats financiers escomptés.

Réputation

L'entreprise vend de nombreux produits diversifiés de plusieurs marques différentes, y compris sa propre marque. Une atteinte à la réputation de ces marques pourrait être dommageable pour la Compagnie en se répercutant sur la perception de l'entreprise par les consommateurs. Plusieurs autres facteurs peuvent affecter la réputation de l'entreprise et avoir des incidences importantes sur notre rendement, par exemple la non-conformité à des lois ou règlements, notamment en matière environnementale, des poursuites judiciaires contre la Compagnie ou la divulgation d'information personnelle ou confidentielle.

Chaîne d'approvisionnement

La Compagnie doit prévoir et satisfaire adéquatement les besoins de ses magasins en marchandises. À cet égard, elle dépend de ses fournisseurs nationaux et internationaux qui se doivent de fournir en temps opportun et au meilleur prix possible tout en respectant nos standards de qualité. Il est important pour RONA d'établir des relations solides et durables avec ses fournisseurs pour éviter des ruptures de stock ou une variation non prévue des prix des marchandises.

Dans ce contexte, RONA se doit de gérer de façon optimale la chaîne d'approvisionnement. Son incapacité à le faire pourrait affecter la situation financière de la Compagnie.

Acquisition / Recrutement / Intégration / Développement

Les acquisitions / recrutement sont deux des quatre vecteurs de notre stratégie de développement. La Compagnie peut avoir la volonté de faire une acquisition ou un recrutement, mais rien ne garantit la disponibilité d'une entreprise respectant ses critères rigoureux de sélection.

RONA a pour objectif d'intégrer et de fidéliser rapidement les entreprises acquises et recrutées afin de réaliser les bénéfices escomptés.

De plus, la volonté de développement de la Compagnie peut être contrée par l'incapacité à trouver des sites propices aux affaires de RONA et ce, à des prix concurrentiels.

Exigences législatives et réglementaires

RONA met tout en œuvre pour assurer le respect des lois et règlements par la Compagnie. Par contre, des poursuites judiciaires ou des litiges avec des tiers pourraient affecter négativement la situation de la Compagnie et ses résultats.

Normes comptables

Les PCGR sont complexes et impliquent de faire de nombreuses hypothèses et estimations et peuvent être le fait de jugements de la part de la direction. De plus, ces règles sont sujettes aux changements. Des modifications à ces principes, hypothèses, estimations peuvent avoir des répercussions sur les résultats financiers de la Compagnie.

Disponibilité de financement

La Compagnie pourrait ne pas avoir accès au financement nécessaire pour certains de ses vecteurs de croissance ce qui l'empêcherait de conclure certaines acquisitions d'entreprise ou de retarder certains investissements en capital.

Une faible disponibilité de financement peut avoir plusieurs impacts différents pour la Compagnie. En effet, un manque de financement peut influencer la Compagnie dans son désir de croissance et l'empêcher d'acquérir d'autres magasins ou retarder certains investissements dans des magasins existants. La Compagnie pourrait ne pas atteindre les objectifs de croissance et avoir une incidence défavorable sur ses résultats financiers. Actuellement la direction est d'avis que la Compagnie possède le financement nécessaire à son développement.

MODIFICATIONS DE CONVENTIONS COMPTABLES

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au début de l'exercice 2009, la Compagnie a adopté rétroactivement, selon les dispositions transitoires, le chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, remplaçant le chapitre 3062 du même nom. Ce chapitre établit les normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne. Les frais de préouverture de magasins et de centres de distribution (auparavant inclus dans les autres éléments d'actifs), les frais de publicité dont ceux relatifs aux ouvertures de magasin ainsi que les frais engagés dans le cadre de la commandite olympique et paralympique (auparavant inclus dans les frais payés d'avance), ne répondent plus aux critères de capitalisation du nouveau chapitre. Les soldes de ces actifs au 31 décembre 2007, soit au début du premier trimestre 2008, ont été retraités et présentés dans les bénéfices non répartis et les résultats de 2008 ont également été retraités. Également, certains montants qui étaient auparavant présentés dans les immobilisations corporelles ont été reclassés dans les actifs incorporels suite à ce changement de méthode comptable.

L'impact de l'application des recommandations du nouveau chapitre sur les états financiers consolidés est comme suit :

	4e trimestre 2008			Cumulatif au 28 décembre 2008		
	Présenté antérieurement	Ajustements	Retraité	Présenté antérieurement	Ajustements	Retraité
Résultats consolidés						
Bénéfice avant les postes suivants	70 914 \$	4 378 \$	75 292 \$	377 101 \$	(12 372) \$	364 729 \$
Amortissements et dépréciation	26 192	(1 514)	24 678	108 091	(7 133)	100 958
Impôts sur les bénéfices	11 838	1 818	13 656	73 541	(1 613)	71 928
Part des actionnaires sans contrôle	903	18	921	5 030	122	5 152
Bénéfice net et résultat étendu	25 697	4 056	29 753	160 199	(3 748)	156 451
Bénéfice net de base par action	0,22	0,04	0,26	1,39	(0,04)	1,35
Bénéfice net dilué par action	0,22	0,03	0,25	1,37	(0,03)	1,34
Flux de trésorerie consolidés						
Bénéfice net	25 697	4 056	29 753	160 199	(3 748)	156 451
Amortissements et dépréciation	26 192	(1 514)	24 678	108 091	(7 133)	100 958
Impôts futurs	(1 696)	(171)	(1 867)	(1 733)	(1 184)	(2 917)
Part des actionnaires sans contrôle	903	18	921	5 030	122	5 152
Variations d'éléments du fonds de roulement	36 896	(8 720)	28 176	75 336	9 128	84 464
Immobilisations	(66 463)	15 714	(50 749)	(196 145)	34 276	(161 869)
Actifs incorporels	–	(15 714)	(15 714)	–	(34 276)	(34 276)
Autres éléments d'actifs	(7 085)	6 331	(754)	(13 380)	2 815	(10 565)
Bilans consolidés						
Actif						
Impôts sur les bénéfices à recevoir				6 046 \$	429 \$	6 475 \$
Frais payés d'avance				33 104	(21 902)	11 202
Impôts futurs – court terme				13 800	5 474	19 274
Immobilisations				875 634	(53 259)	822 375
Actifs incorporels				3 797	53 259	57 056
Autres éléments d'actifs				38 466	(11 256)	27 210
Passif						
Impôts futurs – court terme				4 854	(393)	4 461
Impôts futurs – long terme				23 998	(2 694)	21 304
Part des actionnaires sans contrôle				29 098	122	29 220
Bénéfices non répartis – au début de l'exercice				892 967	(20 542)	872 425

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et passifs financiers

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA a publié le CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et passifs financiers*, qui fournit des précisions sur la manière de mesurer les actifs et les passifs financiers, en tenant compte du risque de crédit propre à la Compagnie ainsi que celui de la contrepartie dans la détermination de la juste valeur des actifs et passifs financiers, y compris des instruments dérivés. L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Compagnie.

Instruments financiers – informations à fournir

En juin 2009, l'ICCA a publié la lettre de mise à jour no. 54 qui, entre autres, inclut plusieurs modifications au chapitre 3862, *Instruments financiers – Informations à fournir*. Ce chapitre a été modifié afin d'inclure de nouvelles obligations d'information sur les évaluations de la juste valeur des instruments financiers et d'étoffer les obligations d'information sur le risque de liquidité des instruments financiers. Les modifications s'appliquent aux états financiers annuels des exercices se terminant après le 30 septembre 2009. La Compagnie a adopté ces modifications au chapitre 3862 au cours du quatrième trimestre et cela n'a pas eu d'incidence sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la Compagnie.

NOUVELLES NORMES COMPTABLES NON ENCORE APPLIQUÉES

Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

États financiers consolidés et participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés et le chapitre 1602, Participations sans contrôle qui tous deux remplacent le chapitre 1600, États financiers consolidés. Les présents chapitres s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels consolidés des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Ces chapitres définissent des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés et la comptabilisation de participations sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises.

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada (CNC) a annoncé que les PCGR du Canada, pour les entités ayant une obligation publique de rendre des comptes, seront remplacés par les IFRS avec prise d'effet au cours de l'année 2011. Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable à celui des PCGR du Canada, mais comportent des différences importantes au chapitre de la comptabilisation, de l'évaluation, de la présentation et de l'information à fournir. Au cours de la période précédant la conversion, l'International Accounting Standards Board (IASB) continuera de publier de nouvelles normes comptables et, par conséquent, l'incidence finale des IFRS sur les états financiers consolidés de la Compagnie ne sera évaluée que lorsque tous les IFRS applicables à la date de conversion seront connus.

Pour la Compagnie, la conversion aux IFRS sera exigée pour les états financiers des périodes ouvertes à compter du 1er janvier 2011. Les données comparatives devront être retraitées afin de respecter les IFRS. Par conséquent, la Compagnie a élaboré un plan de conversion de ses états financiers aux IFRS qui porte sur les principaux éléments qui seront touchés, y compris l'information financière, les systèmes et processus, les contrôles internes ainsi que les communications et la formation. Ce plan se compose de quatre phases : Phase 1 – Diagnostic préliminaire, planification et définition de l'étendue, Phase 2 – Évaluation détaillée, Phase 3 – Définition de la solution et Phase 4 – Mise en place.

La Compagnie complète présentement les Phases 2 et 3 de son plan de conversion, soit l'évaluation détaillée et la définition de la solution.

Afin de faire l'évaluation détaillée des impacts potentiels, les normes IFRS ont été regroupées par sujet et réparties parmi les 11 ateliers de travail mis sur pied. Les ateliers sont composés d'employés provenant de tous les secteurs touchés de la Compagnie. Les membres de chaque atelier ont comme responsabilité d'évaluer l'impact des écarts entre les normes canadiennes et les IFRS et de recommander à la direction les choix de conventions comptables. Au cours de l'année 2009, les conclusions préliminaires des ateliers ont été présentées aux réunions du Comité de vérification. Le bilan d'ouverture préliminaire sera présenté au Comité de vérification de mai 2010.

La Phase 4 débutera au début de 2010. La Compagnie estime avoir complété la majeure partie de son plan de conversion avant la fin du deuxième trimestre 2010. Des modifications de conventions comptables sont probables et susceptibles d'avoir une incidence notable sur les états financiers consolidés de la Compagnie.

Incidences possibles de la mise en œuvre

La comparaison entre les IFRS et les PCGR canadiens, a permis de faire ressortir un certain nombre de différences suite aux conclusions préliminaires.

IFRS 1, Première adoption des Normes internationales de présentation de l'information financière, prévoit des exemptions facultatives et des exceptions obligatoires, à l'exigence générale d'application rétrospective intégrale des

IFRS. La Compagnie analyse les divers choix de méthodes comptables possibles et mettra en œuvre celles qui seront jugées comme convenant le mieux. La plupart des ajustements requis pour la transition aux IFRS seront apportés de façon rétrospective aux bénéfices non répartis d'ouverture à la date du premier bilan présenté selon les IFRS.

On trouvera ci-dessous certaines différences entre les méthodes comptables qui pourraient avoir une incidence importante sur les états financiers consolidés de la Compagnie, par suite des modifications requises découlant de la conversion aux IFRS. La liste et les commentaires ne sont pas exhaustifs, et ne représentent que les faits saillants des principales différences entre les méthodes comptables, telles que relevées par la Compagnie jusqu'ici. Cependant, l'analyse des modifications n'est pas terminée et certaines décisions restent à prendre quant aux choix de méthodes comptables. Nous savons que les organismes d'établissement des PCGR canadiens et des normes IFRS ont d'importants projets en cours qui pourraient aussi avoir des répercussions sur les différences finales entre les deux référentiels comptables ainsi que sur leurs incidences sur les états financiers consolidés de la Compagnie. Les différences mises en relief ci-dessous sont basées sur les PCGR canadiens et les normes IFRS en vigueur au 27 décembre 2009. À l'heure actuelle, la Compagnie ne peut évaluer avec certitude l'incidence globale de ces différences et d'autres qui pourraient s'y ajouter sur les états financiers consolidés de RONA.

Avantages sociaux futurs

Selon IFRS 1, un premier adoptant n'a pas à retraiter rétrospectivement les écarts actuariels cumulés découlant de l'application de la méthode du corridor. De plus, l'entité peut choisir de comptabiliser tous les écarts actuariels cumulés dans les capitaux propres à la date de transition. Elle ramène donc à zéro la fraction non amortie de tous les écarts actuariels. L'exemption est indépendante de la méthode comptable en vertu du référentiel antérieur et du choix de la méthode comptable en vertu des IFRS.

La Compagnie prévoit probablement se prévaloir de cette exemption facultative.

Quant au choix de méthode comptable, la Compagnie n'a pas arrêté de décision définitive, en ce qui a trait à la comptabilisation des gains ou pertes actuariels futurs

Immobilisations corporelles

Selon l'IAS 23, Coûts d'emprunt, les entités doivent inscrire à l'actif les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à un actif qualifié comme un élément du coût de cet actif. Selon les PCGR canadiens, les coûts d'emprunt peuvent être capitalisés à titre d'élément du coût d'une immobilisation si l'entité fait ce choix de convention comptable.

L'IFRS 1 permet aux premiers adoptants de choisir entre l'application prospective pour les nouveaux projets de capitalisation d'un actif admissible après la date de transition et l'application rétrospective pour les nouveaux projets de capitalisation d'un actif admissible à partir d'une date choisie qui peut être avant la date de transition.

La Compagnie envisage se prévaloir de cette exemption facultative de comptabiliser prospectivement les coûts d'emprunt aux actifs qualifiés.

Certains frais engagés qui précèdent la décision de la direction de faire l'acquisition d'un site, ne se qualifient pas aux conditions de comptabilisation en tant qu'actif selon l'IAS 16, Immobilisations corporelles. Les coûts d'une immobilisation corporelle doivent être comptabilisés en tant qu'actif seulement s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet élément iront à l'entité et si le coût de cet actif peut être évalué de façon fiable. En PCGR canadiens, le chapitre 1000, Fondements conceptuels des états financiers et le chapitre 3061, Immobilisations corporelles, n'ont pas ces conditions de comptabilisation.

Selon l'IAS 16, Immobilisations corporelles, une entité peut choisir d'évaluer ces immobilisations corporelles selon le modèle du coût ou le modèle de la juste valeur. La Compagnie envisage faire le choix de la méthode selon le modèle du coût.

Toujours selon l'IAS 16, chaque partie d'une immobilisation corporelle ayant un coût significatif par rapport au coût total de l'élément doit être amortie séparément. La Compagnie considère adopter la comptabilisation par composante pour ses bâtiments à la date de conversion aux IFRS.

Regroupements d'entreprises

IFRS 3, Regroupements d'entreprises, exige que les frais de transactions encourus lors de l'acquisition d'entreprise soient comptabilisés en charges. Selon le chapitre 1581, Regroupements d'entreprises, des PCGR canadiens actuellement appliqués par la Compagnie, les coûts directs liés à l'acquisition font partie des coûts capitalisables de la transaction.

Profit réalisé sur une transaction de cession-bail

IAS 17, Contrat de location, indique que pour toute transaction de cession-bail, effectuée à la juste valeur, qui résulte pour le preneur en un contrat de location simple, tout profit ou perte doit être comptabilisé immédiatement aux résultats. Par contre, selon le chapitre 3065, Contrats de location, des PCGR canadiens, tout gain ou perte résultant de la vente est reporté et imputé aux résultats sur la durée du bail. Cette différence aura un impact sur les résultats futurs de la Compagnie, puisque tous montants reportés en lien avec une transaction de cession-bail seront renversés aux bénéfices non répartis d'ouverture lors de la transition aux IFRS.

La Compagnie continuera de se tenir au fait de tous les projets proposés et en cours de l'IASB et d'évaluer leur incidence sur son processus de conversion.

Principales estimations comptables

Certains montants apparaissant aux états financiers ou dans le présent rapport sont le fruit d'estimations de la direction, fondées sur sa connaissance des événements en cours et anticipés. La direction a d'ailleurs pris en considération le contexte économique particulier qui sévit actuellement dans l'évaluation de ses principales estimations comptables. Les principales estimations comptables sont les suivantes : l'évaluation du stock, les rabais volumes, les actifs à long terme, les écarts d'acquisition et marques de commerce non amortissables, les impôts sur les bénéfices et les avantages sociaux futurs.

Stock

La direction révise annuellement les mouvements d'inventaire afin d'établir la réserve pour désuétude nécessaire pour couvrir les risques de pertes potentiellement associées aux stocks désuets ou à faible taux de rotation.

Rabais volumes

Au début de chaque année, la direction fixe le niveau des rabais volumes selon des plateaux établis en fonction de volumes historiques. Les rabais volumes sont donc estimés avec ces données tout au long de l'exercice et ils peuvent être révisés au fur et à mesure que de nouveaux plateaux sont atteints. À la fin de l'exercice, les rabais volumes sont déterminés selon les nouveaux plateaux annuels réels.

Actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Dans un tel cas, une perte de valeur doit être constatée et correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif à long terme sur sa juste valeur.

Écarts d'acquisition et marques de commerce à durée indéterminée

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur le montant net des valeurs attribuées aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils ont subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur des unités d'exploitation de la Compagnie avec leur valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la Compagnie compare la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation à sa valeur comptable. Une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à

l'excédent. La juste valeur d'une unité d'exploitation est calculée en fonction de l'évaluation des flux de trésorerie actualisés.

Les marques de commerce à durée indéterminée sont également soumises à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable ne sera peut-être pas recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif dépasse sa juste valeur.

Impôts sur les bénéfices

La Compagnie utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de la différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers, pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont susceptibles de se résorber. Les actifs d'impôts futurs sont comptabilisés seulement si la direction croit qu'il est plus probable qu'improbable que les actifs d'impôts futurs seront réalisés.

Avantages sociaux futurs

Le coût des régimes de retraite et l'obligation au titre des prestations de retraite constituées est déterminé par des actuaires indépendants selon la méthode de répartition des prestations projetées au prorata des services. Cette méthode est fondée sur les hypothèses économiques et démographiques les plus probables selon la direction concernant le rendement prévu à long terme des actifs des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des participants. L'utilisation d'hypothèses différentes pourrait générer des valeurs comptables différentes pour les prestations constituées et ainsi affecter la charge au titre des régimes à prestations déterminées.

DIVULGATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les travaux relatifs au « Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs des Autorités canadiennes en Valeurs mobilières » (le « Règlement 52-109 ») sont effectués selon le cadre de contrôle reconnu COSO (Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission) et plus spécifiquement pour la portion technologique, selon les directives du IT Control Objectives for Sarbanes-Oxley du IT Governance Institute.

CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

RONA a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 27 décembre 2009 conformément aux directives du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au Président et chef de la direction et au Premier vice-président et chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés de RONA ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada.

Au début octobre, RONA a implanté avec succès une nouvelle suite financière sous une plateforme intégrée Oracle. Ce projet, qui a été réalisé selon les échéanciers et les budgets prévus, est le premier d'une série de projets informatiques que RONA déploiera ou compte déployer au cours des prochaines années afin de constamment améliorer l'efficacité opérationnelle de la Compagnie et de renforcer les contrôles. Cette implantation est considérée comme un changement important dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière dans la mesure où plusieurs nouveaux contrôles internes financiers ont été implantés en complément ou en remplacement de certains contrôles existants.

INFORMATION PROSPECTIVE

Ce *Rapport de gestion* comprend des énoncés prospectifs comportant des risques et des incertitudes. Tous les énoncés autres que des énoncés de faits historiques inclus dans ce rapport de gestion, y compris des énoncés sur les perspectives de l'industrie et sur les perspectives, les projets, la situation financière et la stratégie d'affaires de la Compagnie, peuvent constituer des énoncés prospectifs au sens de la législation et la réglementation canadiennes en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation d'expressions comme « pouvoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer que », « anticiper », « prévoir », « désirer » ou « poursuivre », y compris dans une tournure négative, ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire ou à l'emploi du futur. Bien que la Compagnie soit d'avis que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut donner aucune garantie que ces attentes s'avéreront exactes. Les énoncés prospectifs ne tiennent pas compte de l'effet que des transactions, des éléments non récurrents ou d'autres éléments extraordinaires annoncés ou survenant après que ces énoncés sont faits auront sur les activités de la Compagnie. Par exemple, ils ne tiennent pas compte de l'incidence des cessions, des acquisitions, d'autres transactions commerciales, des réductions de la valeur d'actifs ni d'autres charges annoncées ou survenues après que les énoncés prospectifs sont faits.

Les investisseurs et autres personnes devraient éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Compagnie et les attentes actuelles, veuillez vous reporter également aux documents publics déposés par la Compagnie qui sont accessibles à www.sedar.com et à www.rona.ca. Plus particulièrement, d'autres précisions et la description de ces facteurs et d'autres facteurs sont présentées dans ce rapport de gestion, sous la rubrique « Risques et incertitudes », et sous la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle courante de la Compagnie.

Les énoncés prospectifs figurant dans ce rapport de gestion reflètent les attentes de la Compagnie au 25 février 2010 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Compagnie nie expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ou de réviser ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

INFORMATION ADDITIONNELLE

Le présent *Rapport de gestion* est préparé en date du 25 février 2010. Le lecteur trouvera d'autres informations relatives à RONA, y compris sa *Notice annuelle*, sur le site Internet de la Compagnie à l'adresse www.rona.ca et sur celui de SEDAR à l'adresse www.sedar.com.

Le premier vice-président
et chef de la direction financière,

Le président et chef de la direction,

Claude Guévin (signé)

Robert Dutton (signé)

Claude Guévin CA

Robert Dutton



États financiers consolidés
au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

États financiers	
Résultats consolidés	2
Bénéfices non répartis consolidés	3
Surplus d'apport consolidé	3
Flux de trésorerie consolidés	4
Bilans consolidés	5
Notes complémentaires	6 à 42

RONA inc.

Résultats consolidés

des exercices terminés le 27 décembre 2009 et le 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf le bénéfice net par action)

	4e trimestre		Cumulatif	
	2009	2008	2009	2008
	(Retraité – note 2)		(Retraité – note 2)	
Ventes	1 140 932 \$	1 124 612 \$	4 677 359 \$	4 891 122 \$
Bénéfice avant les postes suivants (note 6)	78 811	75 292	332 994	364 729
Intérêts sur la dette à long terme	5 277	5 694	20 951	28 106
Intérêts sur les emprunts bancaires	855	590	2 586	2 134
Amortissements et dépréciation (notes 12,14,15)	25 744	24 678	103 160	100 958
	31 876	30 962	126 697	131 198
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	46 935	44 330	206 297	233 531
Impôts sur les bénéfices (note 7)	14 268	13 656	62 714	71 928
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	32 667	30 674	143 583	161 603
Part des actionnaires sans contrôle	1 842	921	5 331	5 152
Bénéfice net et résultat étendu	30 825 \$	29 753 \$	138 252 \$	156 451 \$
Bénéfice net par action (note 27)				
De base	0,24 \$	0,26 \$	1,12 \$	1,35 \$
Dilué	0,24 \$	0,25 \$	1,11 \$	1,34 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.

Bénéfices non répartis consolidés

Surplus d'apport consolidé

des exercices terminés le 27 décembre 2009 et le 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars)

	2009	2008
		(Retraité - note 2)
Bénéfices non répartis consolidés		
Solde au début présenté antérieurement	1 053 166 \$	892 967 \$
Modification de convention comptable – Écarts d'acquisition et actifs incorporels (note 2)	(24 290)	(20 542)
Solde au début retraité	1 028 876	872 425
Bénéfice net	138 252	156 451
	1 167 128	1 028 876
Frais relatifs à l'émission d'actions ordinaires déduction faite des recouvrements d'impôts sur les bénéfices de 2 042 \$	5 320	–
Solde à la fin	1 161 808 \$	1 028 876 \$
Surplus d'apport consolidé		
Solde au début	12 563 \$	11 045 \$
Coûts de rémunération au titre des régimes d'options d'achat d'actions	946	1 518
Exercice d'options d'achat d'actions	(34)	–
Solde à la fin	13 475 \$	12 563 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.

Flux de trésorerie consolidés

des exercices terminés le 27 décembre 2009 et le 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars)

	4e trimestre		Cumulatif	
	2009	2008	2009	2008
	(Retraité – note 2)		(Retraité – note 2)	
Activités d'exploitation				
Bénéfice net	30 825 \$	29 753 \$	138 252 \$	156 451 \$
Éléments hors caisse				
Amortissements et dépréciation	25 744	24 678	103 160	100 958
Instruments financiers dérivés	72	1 011	(1 116)	1 192
Impôts futurs	6 499	(1 867)	9 225	(2 917)
Gains nets sur cession d'élément d'actif	(523)	(926)	(2 358)	(2 796)
Perte de valeur des immobilisations destinées à la vente	–	–	2 050	–
Coût de rémunération au titre des régimes d'options d'achat d'actions	237	380	946	1 518
Coût de rémunération au titre des régimes d'unités d'actions	710	296	2 557	1 091
Part des actionnaires sans contrôle	1 842	921	5 331	5 152
Autres éléments	576	1 259	1 975	3 465
	65 982	55 505	260 022	264 114
Variations d'éléments du fonds de roulement (note 8)	138	27 880	22 752	83 373
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	66 120	83 385	282 774	347 487
Activités d'investissement				
Acquisitions d'entreprises (note 9)	(520)	(765)	(3 734)	(4 824)
Avances à des coentreprises et autres avances	57	(18)	5	8 139
Autres placements	(499)	(715)	(3 995)	(3 155)
Immobilisations	(23 956)	(50 749)	(115 713)	(161 869)
Actifs incorporels	(13 844)	(15 714)	(46 186)	(34 276)
Autres éléments d'actif	(75)	(754)	(4 837)	(10 565)
Cession d'immobilisations	1 596	2 777	6 291	11 686
Cession de placements	517	1 908	2 422	10 618
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(36 724)	(64 030)	(165 747)	(184 246)
Activités de financement				
Emprunts bancaires et crédit rotatif	(810)	(25 354)	(43 046)	(131 518)
Autres emprunts à long terme	458	6 583	646	8 560
Remboursements d'autres emprunts à long terme et rachat d'actions privilégiées	(6 234)	(15 904)	(15 819)	(33 946)
Émission d'actions ordinaires	1 141	1 194	176 936	5 592
Dividendes en espèces versés par une filiale aux actionnaires sans contrôle	(1 470)	(2 450)	(1 470)	(2 450)
Frais relatifs à l'émission d'actions ordinaires	–	–	(7 362)	–
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(6 915)	(35 931)	109 885	(153 762)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse	22 481	(16 576)	226 912	9 479
Encaisse au début	216 776	28 921	12 345	2 866
Encaisse à la fin	239 257 \$	12 345 \$	239 257 \$	12 345 \$
Informations supplémentaires				
Intérêts versés	535 \$	1 541 \$	25 493 \$	33 165 \$
Impôts sur les bénéfices versés	19 124 \$	8 255 \$	49 450 \$	75 508 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.**Bilans consolidés**

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars)

	2009	2008 (Retraité – note 2)
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	239 257 \$	12 345 \$
Débiteurs (note 10)	250 845	234 027
Impôts sur les bénéfices à recevoir	2 436	6 475
Stock (note 5)	726 262	763 239
Frais payés d'avance	18 114	11 202
Instruments financiers dérivés (note 23)	801	1 089
Impôts futurs (note 7)	15 914	19 274
	1 253 629	1 047 651
Placements (note 11)	11 978	10 186
Immobilisations (note 12)	868 359	822 375
Immobilisations destinées à la vente (note 13)	13 242	34 870
Écarts d'acquisition	455 572	454 889
Actifs incorporels (note 14)	89 828	57 056
Autres éléments d'actif (note 15)	29 682	27 210
Impôts futurs (note 7)	27 593	24 681
	2 749 883 \$	2 478 918 \$
Passif		
Passif à court terme		
Emprunts bancaires (note 16)	5 211 \$	8 468 \$
Comptes fournisseurs et charges à payer	427 817	422 318
Instruments financiers dérivés (note 23)	776	2 180
Impôts futurs (note 7)	4 900	4 461
Versements sur la dette à long terme (note 17)	9 996	15 696
	448 700	453 123
Dette à long terme (note 17)	430 524	478 475
Autres passifs à long terme (note 18)	31 317	28 571
Impôts futurs (note 7)	27 542	21 304
Part des actionnaires sans contrôle	32 761	29 220
	970 844	1 010 693
Capitaux propres		
Capital-actions (note 20)	603 756	426 786
Bénéfices non répartis	1 161 808	1 028 876
Surplus d'apport	13 475	12 563
	1 779 039	1 468 225
	2 749 883 \$	2 478 918 \$

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

1. Statuts et nature des activités

La compagnie, constituée en vertu de la Partie IA de la Loi sur les compagnies (Québec), est un distributeur et un détaillant d'articles de quincaillerie, de rénovation et de jardinage au Canada.

2. Modifications de conventions comptables

Écarts d'acquisition et actifs incorporels

Au début de l'exercice 2009, la compagnie a adopté rétroactivement, selon les dispositions transitoires, le chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA), *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*, remplaçant le chapitre 3062 du même nom. Ce chapitre établit les normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition et aux actifs incorporels, y compris les actifs incorporels développés à l'interne. Les frais de préouverture de magasins et de centres de distribution (auparavant inclus dans les autres éléments d'actifs), les frais de publicité dont ceux relatifs aux ouvertures de magasin ainsi que les frais engagés dans le cadre de la commandite olympique et paralympique (auparavant inclus dans les frais payés d'avance), ne répondent plus aux critères de capitalisation du nouveau chapitre. Les soldes de ces actifs au 31 décembre 2007, soit au début du premier trimestre 2008, ont été retraités et présentés dans les bénéfices non répartis et les résultats de 2008 ont également été retraités. Également, certains montants qui étaient auparavant présentés dans les immobilisations corporelles ont été reclassés dans les actifs incorporels suite à ce changement de méthode comptable.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

2. Modifications de conventions comptables (suite)

Écarts d'acquisition et actifs incorporels (suite)

L'impact de l'application des recommandations du nouveau chapitre sur les états financiers consolidés est comme suit :

	4e trimestre 2008			Cumulatif au 28 décembre 2008		
	Présenté antérieurement	Ajustements	Retraité	Présenté antérieurement	Ajustements	Retraité
Résultats consolidés						
Bénéfice avant les postes suivants	70 914 \$	4 378 \$	75 292 \$	377 101 \$	(12 372) \$	364 729 \$
Amortissements et dépréciation	26 192	(1 514)	24 678	108 091	(7 133)	100 958
Impôts sur les bénéfices	11 838	1 818	13 656	73 541	(1 613)	71 928
Part des actionnaires sans contrôle	903	18	921	5 030	122	5 152
Bénéfice net et résultat étendu	25 697	4 056	29 753	160 199	(3 748)	156 451
Bénéfice net de base par action	0,22	0,04	0,26	1,39	(0,04)	1,35
Bénéfice net dilué par action	0,22	0,03	0,25	1,37	(0,03)	1,34
Flux de trésorerie consolidés						
Bénéfice net	25 697	4 056	29 753	160 199	(3 748)	156 451
Amortissements et dépréciation	26 192	(1 514)	24 678	108 091	(7 133)	100 958
Impôts futurs	(1 696)	(171)	(1 867)	(1 733)	(1 184)	(2 917)
Part des actionnaires sans contrôle	903	18	921	5 030	122	5 152
Variations d'éléments du fonds de roulement	36 896	(8 720)	28 176	75 336	9 128	84 464
Immobilisations	(66 463)	15 714	(50 749)	(196 145)	34 276	(161 869)
Actifs incorporels	–	(15 714)	(15 714)	–	(34 276)	(34 276)
Autres éléments d'actifs	(7 085)	6 331	(754)	(13 380)	2 815	(10 565)
Bilans consolidés						
Actif						
Impôts sur les bénéfices à recevoir				6 046 \$	429 \$	6 475 \$
Frais payés d'avance				33 104	(21 902)	11 202
Impôts futurs – court terme				13 800	5 474	19 274
Immobilisations				875 634	(53 259)	822 375
Actifs incorporels				3 797	53 259	57 056
Autres éléments d'actifs				38 466	(11 256)	27 210
Passif						
Impôts futurs – court terme				4 854	(393)	4 461
Impôts futurs – long terme				23 998	(2 694)	21 304
Part des actionnaires sans contrôle				29 098	122	29 220
Bénéfices non répartis – au début de l'exercice				892 967	(20 542)	872 425

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

2. Modifications de conventions comptables (suite)

Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et passifs financiers

En janvier 2009, le Comité sur les problèmes nouveaux de l'ICCA a publié le CPN-173, *Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et passifs financiers*, qui fournit des précisions sur la manière de mesurer les actifs et les passifs financiers, en tenant compte du risque de crédit propre à la compagnie ainsi que celui de la contrepartie dans la détermination de la juste valeur des actifs et passifs financiers, y compris des instruments dérivés. L'adoption de ces recommandations n'a pas eu d'incidence significative sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la compagnie.

Instruments financiers – informations à fournir

En juin 2009, l'ICCA a publié la lettre de mise à jour no. 54 qui, entre autres, inclut plusieurs modifications au chapitre 3862, *Instruments financiers – Informations à fournir*. Ce chapitre a été modifié afin d'inclure de nouvelles obligations d'information sur les évaluations de la juste valeur des instruments financiers et d'étoffer les obligations d'information sur le risque de liquidité des instruments financiers. Les modifications s'appliquent aux états financiers annuels des exercices se terminant après le 30 septembre 2009. La compagnie a adopté ces modifications au chapitre 3862 au cours du quatrième trimestre et cela n'a pas eu d'incidence sur les résultats, la situation financière et les flux de trésorerie de la compagnie.

3. Nouvelles normes comptables non encore appliquées

Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, *Regroupements d'entreprises*, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises.

États financiers consolidés et participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, *États financiers consolidés* et le chapitre 1602, *Participations sans contrôle* qui tous deux remplacent le chapitre 1600, *États financiers consolidés*. Les présents chapitres s'appliquent aux états financiers intermédiaires et annuels consolidés des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Ces chapitres définissent des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés et la comptabilisation de participations sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises.

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables du Canada a annoncé la date de basculement des PCGR canadiens aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Ainsi, les entreprises canadiennes ayant une obligation publique de rendre des comptes devront adopter les IFRS pour leurs états financiers des périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2011. Lors du passage des PCGR canadiens aux IFRS, la compagnie établira l'information financière tant courante que comparative en se conformant aux IFRS. La compagnie s'attend à ce que cette transition ait une incidence sur les méthodes de comptabilisation, la présentation de l'information financière et les systèmes d'information.

La compagnie évalue actuellement les incidences de ces nouvelles normes sur ses états financiers consolidés.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

4. Sommaire des principales conventions comptables

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de la compagnie doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Les estimations importantes de ces états financiers consolidés consistent notamment à évaluer les débiteurs, le stock, les actifs à long terme, les écarts d'acquisition, les coûts de fermeture de magasin, les impôts sur les bénéfices ainsi que certaines hypothèses actuarielles et économiques utilisées afin de déterminer le coût des régimes de retraite et les obligations au titre des prestations de retraite constituées. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la compagnie pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Principes de consolidation

Ces états financiers incluent les comptes de la compagnie et de ses filiales. De plus, la compagnie inclut sa quote-part des éléments d'actif, de passif et des résultats des coentreprises dans lesquelles elle détient une participation, cette quote-part étant comptabilisée selon la méthode de la consolidation proportionnelle.

Constatation des produits

La compagnie constate ses produits à la suite de la vente en magasin ou à la livraison de la marchandise, lorsque la vente est acceptée par le client et lorsque le recouvrement est raisonnablement assuré. Les intérêts à l'égard des créances et des prêts et avances sont comptabilisés chaque mois conformément aux dispositions contractuelles.

Évaluation du stock

Le stock est évalué au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré.

Remises de fournisseurs

La compagnie comptabilise une contrepartie en espèces reçue de fournisseurs en réduction du prix des biens des fournisseurs et réduit le coût des marchandises vendues et du stock connexe figurant dans les états des résultats consolidés et les bilans consolidés. Certaines exceptions s'appliquent quand la contrepartie en espèces reçues constitue soit un remboursement des frais de vente supplémentaires engagés par le revendeur, soit un paiement à l'égard de biens ou de services procurés au fournisseur, auquel cas la remise est constatée à titre de réduction des charges d'exploitation.

La compagnie constate ces remises lorsque l'encaissement est considéré comme probable et pouvant faire l'objet d'une estimation raisonnable.

Remises aux clients

La compagnie comptabilise une contrepartie en espèces remise aux clients comme une réduction du prix de vente des produits et la classe comme une réduction des ventes dans l'état des résultats.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

4. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût incluant, s'il y a lieu, des intérêts capitalisés. L'amortissement commence dès l'utilisation des actifs et est comptabilisé selon la méthode linéaire et aux taux annuels suivants, de façon à amortir le coût de ces actifs sur leur durée de vie utile estimative.

	Taux
Stationnements	8 % et 12,5 %
Bâtiments	4 %
Améliorations locatives	5 % à 33 %
Mobilier et équipement	10 % à 30 %
Équipement informatique	10 % à 33 %

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Dans un tel cas, une perte de valeur doit être constatée et correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif à long terme sur sa juste valeur.

Actifs incorporels

Les logiciels et marques de commerce à durée de vie limitée sont comptabilisés au coût. Les marques de commerce sont amorties linéairement sur une période de cinq à sept ans et les logiciels sont amortis linéairement sur une période de quatre à dix ans. La méthode d'amortissement ainsi que l'estimation de vie utile sont réévaluées annuellement.

Les marques de commerce à durée de vie indéfinie sont soumises à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable ne sera peut-être pas recouvrable. Une perte de valeur est constatée lorsque la valeur comptable de l'actif dépasse sa juste valeur.

Écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur le montant net des valeurs attribuées aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils ont subi une baisse de valeur. Le test de dépréciation consiste en une comparaison de la juste valeur des unités d'exploitation de la compagnie avec leur valeur comptable. Lorsque la valeur comptable d'une unité d'exploitation excède sa juste valeur, la compagnie compare la juste valeur de tout écart d'acquisition rattaché à l'unité d'exploitation à sa valeur comptable. Une perte de valeur est constatée aux résultats pour un montant égal à l'excédent. La juste valeur d'une unité d'exploitation est calculée en fonction de l'évaluation des flux de trésorerie actualisés.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

4. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Autres éléments d'actif

Les frais de financement ont trait aux facilités de crédit et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire selon la durée du financement sur une période de six ans.

Les frais afférents aux contrats de cession-bail sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire selon la durée des baux.

Les frais de recrutement de marchands sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de cinq ans.

Impôts sur les bénéfices

La compagnie utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de la différence entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date des états financiers, pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont susceptibles de se résorber.

Autres passifs à long terme

Les autres passifs à long terme sont constitués d'un gain reporté sur une transaction de cession-bail et d'obligations reportées relatives à des baux. Ils sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire selon la durée des baux.

Les obligations reportées relatives à des baux résultent de la constatation par la compagnie de la charge locative de façon linéaire sur la durée du bail lorsque des baux contiennent des clauses de prix échelonnés.

Régimes d'options d'achat d'actions

La compagnie comptabilise ses options émises selon la méthode de la juste valeur. Le coût de rémunération est mesuré à la date d'attribution et est constaté sur la période d'acquisition des droits par les détenteurs. Toute contrepartie reçue des employés au moment de l'exercice des options ou de l'achat des actions est portée au compte de capital-actions, ainsi que le coût de rémunération correspondant constaté à titre de surplus d'apport.

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La compagnie offre un régime d'unités d'actions de négociation restreintes (UANR) aux dirigeants et aux employés clés de la compagnie et de ses filiales. Les UANR sont acquises après une durée maximale de trois ans sur la base de cibles de rendement. Les UANR sont comptabilisées comme une charge de rémunération linéairement sur la période d'acquisition en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement. Les UANR sont réévaluées à la juste valeur marchande à la date de clôture de chaque période, jusqu'à la date d'acquisition, en utilisant le cours de l'action ordinaire de la compagnie. Les variations de la juste valeur marchande sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les comptes fournisseurs et charges à payer.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

4. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

Les membres du Conseil d'administration de la compagnie, qui ne font pas partie de la direction de la compagnie, peuvent choisir de recevoir, en tout ou en partie, leurs honoraires annuels sous forme d'unités d'actions différées (UAD). Le passif au titre de la rémunération sous forme d'UAD est comptabilisé selon le nombre d'unités d'actions en circulation et selon le cours de l'action ordinaire de la compagnie. Les variations de la juste valeur marchande sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les comptes fournisseurs et charges à payer.

Conversion des devises

Les éléments monétaires du bilan sont convertis aux taux de change en vigueur à la fin de l'exercice, tandis que les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change d'origine. Les revenus et les dépenses sont convertis aux taux de change en vigueur à la date des opérations ou aux taux de change moyens de la période. Les gains ou pertes résultant de la conversion sont imputés aux résultats de l'exercice.

Instruments financiers

Les actifs et les passifs financiers sont constatés initialement à la juste valeur et leur évaluation ultérieure dépend de leur classement, comme il est décrit ci-après :

- L'encaisse est classée comme actif financier détenu à des fins de transaction. Elle est évaluée à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées aux résultats.
- Les débiteurs ainsi que les prêts et avances à long terme (qui sont inclus dans les placements) sont classés comme prêts et créances. Ils sont enregistrés au coût le quel, lors de l'enregistrement initial, correspond à sa juste valeur. Les évaluations subséquentes des débiteurs sont enregistrées au coût après amortissement, lequel correspond généralement au montant comptabilisé initialement moins toute provision pour créances douteuses. Les évaluations subséquentes des prêts et avances à long terme sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.
- Les emprunts bancaires, les comptes fournisseurs et charges à payer et le crédit rotatif sont classés comme autres passifs financiers. Ils sont évalués initialement à leur juste valeur. Les évaluations subséquentes sont enregistrées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

4. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Instruments financiers (suite)

- La dette à long terme est classée comme autre passif financier. Elle est évaluée, à l'exception du crédit rotatif, au coût après amortissement, lequel correspond au montant comptabilisé initialement plus tout amortissement cumulé des frais de financement. Le montant comptabilisé initialement correspond au principal de la dette moins les frais de financement applicables.
- La compagnie a recours à des instruments financiers dérivés pour gérer les risques de change. La compagnie n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation. Les dérivés sont classés comme actifs ou passifs détenus à des fins de transaction et sont évalués à leur juste valeur.
- Les coûts de transaction relatifs aux autres passifs financiers sont comptabilisés en réduction de la valeur comptable des passifs financiers afférents.
- La compagnie ne comptabilise comme actifs et passifs séparés que les dérivés incorporés dans des instruments hybrides émis, acquis ou substantiellement modifiés par la compagnie depuis le 29 décembre 2002 lorsque ces instruments hybrides ne sont pas comptabilisés comme étant détenus à des fins de transaction et étaient encore en vigueur au 1er janvier 2007. Les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte doivent être séparés et classés comme instruments financiers détenus à des fins de transaction et sont donc évalués à la juste valeur avec les variations de la juste valeur comptabilisées dans les résultats. La compagnie n'a identifié aucun dérivé incorporé devant être séparé à l'exception des dérivés incorporés dans les contrats d'achat faits dans un pays étranger et payés dans une devise qui n'est pas la monnaie usuelle d'une des deux parties principales au contrat. Même si les paiements sont faits dans une monnaie couramment utilisée dans l'environnement économique où intervient la transaction, la compagnie a pris la décision de séparer les dérivés incorporés.

Avantages sociaux futurs

La compagnie comptabilise ses obligations découlant des régimes de retraite des salariés de même que les coûts connexes, déduction faite des actifs des régimes.

Pour les régimes à prestations déterminées, les conventions comptables suivantes ont été retenues :

- L'évaluation actuarielle des obligations au titre des prestations de retraite constituées est fondée sur la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires et l'âge de départ à la retraite des salariés;
- Pour les besoins du calcul du rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à leur juste valeur.
- Le coût des services passés découlant des modifications apportées aux régimes est reporté et amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs à la date des modifications;

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

4. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Avantages sociaux futurs (suite)

- Les gains actuariels (pertes actuarielles) résultent de l'écart entre le rendement à long terme réel des actifs du régime au cours d'une période et le rendement prévu pendant cette période, ou des modifications apportées aux hypothèses actuarielles utilisées pour déterminer l'obligation au titre des prestations constituées. L'excédent du gain actuariel net ou de la perte actuarielle nette sur 10 % de l'obligation au titre des prestations constituées ou sur 10 % de la juste valeur des actifs du régime si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs. La durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs couverts par le régime de retraite est de 12 ans (12 ans au 28 décembre 2008);
- L'obligation transitoire est amortie sur 10 ans selon la méthode linéaire, ce qui représente la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés censés recevoir des avantages en vertu du régime d'avantages sociaux en 2000.

Pour les régimes à cotisations déterminées, la charge de retraite inscrite aux résultats correspond aux cotisations que la compagnie est tenue de verser en échange des services rendus par les employés.

Bénéfice par action et information relative au nombre d'actions

Le bénéfice par action est calculé en divisant le bénéfice net disponible pour les porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice. Le bénéfice dilué par action est calculé en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les titres ou autres contrats visant à émettre des actions ordinaires étaient exercés ou convertis en actions ordinaires au début de la période ou à la date de leur émission si elle est postérieure. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet de dilution des options d'achat d'actions. Cette méthode suppose que le produit découlant de l'exercice des options d'achat d'actions sert à racheter les actions ordinaires à leur cours moyen pendant la période.

Exercice

L'exercice de la compagnie se termine le dernier dimanche de décembre. Les exercices terminés le 27 décembre 2009 et le 28 décembre 2008 comprennent 52 semaines d'exploitation.

Chiffres correspondants

Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin de rendre leur présentation conforme à celle adoptée au cours de l'exercice.

5. Stock

Pour les périodes de treize et cinquante-deux semaines terminées le 27 décembre 2009, des montants de 826 403 \$ et 3 397 928 \$ de stock ont été imputés en charges dans les résultats consolidés (815 797 \$ et 3 571 962 \$ au 28 décembre 2008). Ces montants incluent une charge de dépréciation de stock de 5 738 \$ et de 35 986 \$ (7 840 \$ et de 46 752 \$ au 28 décembre 2008).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

6. Coûts de fermeture de magasins

Coûts de retrait et de sortie et de dépréciation d'actifs

En avril 2008, la direction de la compagnie a approuvé un plan détaillé pour la fermeture de quatre de ses magasins inclus dans le secteur des magasins corporatifs et franchisés. Trois de ces magasins ont été fermés en 2008 et un durant le deuxième trimestre de 2009. Durant les périodes de treize et cinquante-deux semaines terminées le 27 décembre 2009, la compagnie a constaté les coûts suivants :

	4e trimestre		Cumulatif	
	2009	2008	2009	2008
Obligations locatives	– \$	– \$	14 355 \$	4 231 \$
Dépréciation du stock	–	100	525	2 214
Prestations de cessation d'emploi	–	13	–	277
Total constaté dans le bénéfice avant les postes suivants	–	113	14 880	6 722
Dépréciation d'immobilisations	–	–	–	2 857
Total des coûts	– \$	113 \$	14 880 \$	9 579 \$

Le passif lié aux coûts de retrait et de sortie et de dépréciation d'actifs, présenté dans les comptes fournisseurs et charges à payer, s'établissait comme suit :

	2009	2008
Solde au début	3 575 \$	– \$
Coûts constatés :		
Obligations locatives	14 355	4 231
Prestations de cessation d'emploi	–	277
Moins : versements en espèces	(3 590)	(933)
Solde à la fin	14 340 \$	3 575 \$

Autres coûts de fermeture

En plus des coûts de retrait et de sortie et de dépréciation d'actifs, la compagnie a enregistré des frais d'opération, incluant intérêts et amortissements, afférents à la liquidation des actifs des magasins pour des montants de 0 \$ et de 1 230 \$, durant les périodes de treize et cinquante-deux semaines terminées le 27 décembre 2009 (1 101 \$ et 5 202 \$ au 28 décembre 2008).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

7. Impôts sur les bénéfices

	2009	2008
Exigibles	53 489 \$	74 845 \$
Futurs	9 225	(2 917)
	62 714 \$	71 928 \$

Les impôts futurs résultent principalement de la variation d'écarts temporaires.

Le taux effectif d'impôts sur les bénéfices est différent du taux réglementaire d'impôts sur les bénéfices au Canada. Cette différence résulte des éléments suivants :

	2009	2008
Taux réglementaire d'impôts sur les bénéfices au fédéral	19,0 %	19,5 %
Taux réglementaire des différentes provinces	11,6	11,2
Taux réglementaire d'impôts sur les bénéfices combinés	30,6	30,7
Frais non déductibles	0,3	0,3
Autres	(0,5)	(0,2)
Taux effectif d'impôts sur les bénéfices	30,4 %	30,8 %

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

7. Impôts sur les bénéfices (suite)

Les actifs et les passifs d'impôts futurs proviennent des écarts entre la valeur fiscale et la valeur comptable des éléments suivants :

	2009	2008
Actifs d'impôts futurs		
Court terme		
Pertes autres qu'en capital reportées	1 257 \$	1 325 \$
Frais directs relatifs aux acquisitions d'entreprises	338	700
Provisions non déduites et autres	14 319	17 249
	<u>15 914 \$</u>	<u>19 274 \$</u>
Long terme		
Pertes autres qu'en capital reportées	8 850 \$	7 602 \$
Immobilisations	7 082	7 095
Gain reporté sur une transaction de cession-bail	3 179	3 645
Écarts d'acquisition	948	1 101
Frais reliés à l'émission d'actions	1 633	–
Revenus reportés et autres	5 901	5 238
	<u>27 593 \$</u>	<u>24 681 \$</u>
Passifs d'impôts futurs		
Court terme		
Paiements incitatifs reçus	2 408 \$	2 691 \$
Autres	2 492	1 770
	<u>4 900 \$</u>	<u>4 461 \$</u>
Long terme		
Immobilisations	13 853 \$	10 698 \$
Écarts d'acquisition	7 524	5 842
Régimes de retraite	3 276	2 395
Autres	2 889	2 369
	<u>27 542 \$</u>	<u>21 304 \$</u>

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

8. Informations sur les flux de trésorerie

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2009	2008
Débiteurs	(14 777) \$	(6 518) \$
Stock	38 155	94 455
Frais payés d'avances	(6 912)	798
Comptes fournisseurs et charges à payer	2 247	(5 743)
Impôts sur les bénéfices à payer	4 039	381
	<u>22 752 \$</u>	<u>83 373 \$</u>

9. Acquisitions d'entreprises

Au cours de l'exercice 2009, la compagnie a acquis une compagnie (deux compagnies en 2008), œuvrant dans le secteur d'activité des magasins corporatifs et franchisés au moyen d'achat d'actifs. En considérant les coûts directs d'acquisition, ces acquisitions ont été effectuées pour une contrepartie de 3 734 \$ (5 622 \$ en 2008). La compagnie a financé ces acquisitions à même ses facilités de crédit existantes. Les résultats d'exploitation de ces compagnies sont consolidés depuis leur date d'acquisition.

La répartition préliminaire des prix d'achats des acquisitions a été établie de la façon suivante :

	2009	2008
Débiteurs	1 125 \$	2 697 \$
Stock	1 177	2 997
Autres éléments d'actifs à court terme	61	66
Immobilisations	105	4 658
Écarts d'acquisition	1 266	2 725
Passif à court terme	—	(4 413)
Dette à long terme	—	(3 108)
	<u>3 734</u>	<u>5 622</u>
Moins : Coûts directs d'acquisition courus	—	(48)
Soldes de prix d'achats	—	(750)
Contreparties payées en espèces	<u>3 734 \$</u>	<u>4 824 \$</u>

La compagnie prévoit qu'un montant de 944 \$ (1 206 \$ en 2008) des écarts d'acquisition sera déductible sur le plan fiscal.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

10. Débiteurs

	2009	2008
Comptes clients		
Magasins affiliés et franchisés	73 963 \$	63 361 \$
Coentreprises	5 475	6 443
Autres (clients au détail)	161 879	155 689
Autres débiteurs	6 884	6 806
Portion des placements encaissable à court terme	2 644	1 728
	<u>250 845 \$</u>	<u>234 027 \$</u>

11. Placements

	2009	2008
Satellites		
Actions à la valeur de consolidation	4 495 \$	3 342 \$
Actions privilégiées, au coût, rachetables sur 10 ans, échéant en 2011	160	240
Prêts et avances au coût		
Prêts hypothécaires et billets à terme, taux moyen pondéré de 4,6 % (5,9 % en 2008), échéant à différentes dates jusqu'en 2016	9 107	7 667
Autres	860	665
	<u>14 622</u>	<u>11 914</u>
Portion des placements encaissable à court terme	2 644	1 728
	<u>11 978 \$</u>	<u>10 186 \$</u>

Les résultats consolidés incluent des revenus de dividendes de 0 \$ (29 \$ en 2008) et des revenus d'intérêts de 2 202 \$ (3 466 \$ en 2008).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

12. Immobilisations

			2009
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Terrains et stationnements	206 669 \$	21 653 \$	185 016 \$
Bâtiments	277 229	57 236	219 993
Améliorations locatives	207 232	100 022	107 210
Mobilier et équipement	358 615	208 742	149 873
Équipement informatique	125 962	93 645	32 317
Projets en cours ^(a)	65 685	—	65 685
Terrains pour développement futur	99 750	—	99 750
Biens loués en vertu de contrats de location acquisition ^(b)			
Mobilier et équipement	15 076	8 227	6 849
Équipement informatique	20 198	18 532	1 666
	1 376 416 \$	508 057 \$	868 359 \$

			2008
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Terrains et stationnements	170 279 \$	16 359 \$	153 920 \$
Bâtiments	259 219	45 919	213 300
Améliorations locatives	187 360	85 146	102 214
Mobilier et équipement	333 593	181 992	151 601
Équipement informatique	115 237	81 990	33 247
Projets en cours ^(a)	62 819	—	62 819
Terrains pour développement futur	91 707	—	91 707
Biens loués en vertu de contrats de location acquisition ^(b)			
Mobilier et équipement	15 501	6 616	8 885
Équipement informatique	21 252	16 570	4 682
	1 256 967 \$	434 592 \$	822 375 \$

L'amortissement des immobilisations représente 84 252 \$ (84 350 \$ en amortissement et 2 857 \$ en dépréciation en 2008).

(a) Les projets en cours sont constitués de coûts relatifs à la construction de bâtiments qui serviront à l'exploitation de magasins et des centres de distribution.

(b) Au cours de l'exercice, la compagnie a acquis pour 871 \$ (2 743 \$ en 2008) de biens loués au moyen de contrats de location-acquisition.

Pour l'exercice terminé le 27 décembre 2009, les intérêts capitalisés aux immobilisations se sont élevés à 4 514 \$ (6 112 \$ en 2008).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

13. Immobilisations destinées à la vente

La compagnie a décidé de se départir de terrains et de bâtiments du secteur des magasins corporatifs et franchisés qui ne sont plus utilisés à des fins d'exploitation, et par conséquent, elle a établi un plan de vente détaillé à cet effet. La compagnie prévoit se départir des immobilisations destinées à la vente dans un délai n'excédant pas un an.

La compagnie a disposé de quatre terrains et de quatre bâtiments qui étaient destinés à la vente au cours de l'exercice 2009 (quatre terrains et quatre bâtiments en 2008) et a réalisé un gain sur disposition de 2 351 \$ (3 691 \$ en 2008). Au cours de l'exercice 2009, la compagnie a reclassé dans les immobilisations un montant de 27 420 \$ d'immobilisations destinées à la vente depuis plus d'un an. Étant donné la dégradation du marché au cours des derniers mois et malgré le fait que la compagnie a entrepris les démarches nécessaires pour réagir à ces nouvelles conditions, ces immobilisations ne répondent plus aux critères pour être présentées comme des immobilisations destinées à la vente. Le reclassement n'a pas eu d'effet sur les résultats de la compagnie.

Les immobilisations destinées à la vente au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008 rencontrent quant à elles les critères pour être présentées comme des immobilisations destinées à la vente.

L'évolution des immobilisations destinées à la vente est présentée ci-après :

	2009	2008
Solde au début	34 870 \$	– \$
Ajouts	8 854	41 170
Dispositions	(1 012)	(6 300)
Perte de valeur	(2 050)	–
Reclassement aux immobilisations	(27 420)	–
Solde à la fin	13 242 \$	34 870 \$

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

14. Actifs incorporels

	2009		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Actifs incorporels à durée de vie limitée			
Marques de commerce	2 174 \$	1 348 \$	826 \$
Logiciels	143 835	57 154	86 681
	146 009	58 502	87 507
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie			
Marques de commerce	2 321	—	2 321
	148 330 \$	58 502 \$	89 828 \$

	2008		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
Actifs incorporels à durée de vie limitée			
Marques de commerce	2 174 \$	698 \$	1 476 \$
Logiciels	98 326	45 067	53 259
Actifs incorporels à durée de vie indéfinie	100 500	45 765	54 735
Marques de commerce	2 321	—	2 321
	102 821 \$	45 765 \$	57 056 \$

L'amortissement des actifs incorporels représente 13 414 \$ (10 558 \$ en 2008).

Pour l'exercice terminé le 27 décembre 2009, les intérêts capitalisés aux logiciels se sont élevés à 1 485 \$ (477 \$ en 2008).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

15. Autres éléments d'actif

	2009	2008
Au coût non amorti		
Frais de financement	2 776 \$	3 670 \$
Frais afférents aux contrats de cession-bail	2 612	2 879
Frais de recrutement de marchands	11 317	10 765
Actif au titre des prestations constituées (note 24)	12 977	9 896
	29 682 \$	27 210 \$

L'amortissement des autres éléments d'actif représente 5 494 \$ (3 193 \$ en 2008).

16. Facilités de crédit

a) Compagnie mère et certaines de ses filiales

Crédit rotatif

Le 6 octobre 2006, la compagnie a complété le refinancement de ses facilités de crédit en vertu d'une nouvelle convention conclue avec un syndicat de prêteurs. La convention prévoit une facilité de crédit renouvelable non garantie de 650 000 \$. La prime sur le taux d'intérêt de base et les frais d'emprunt varie en fonction de la notation de crédit accordée aux débentures non garanties. La convention vient à échéance en 2012.

La facilité de crédit peut aussi servir à l'émission de lettres de garantie et de lettres de crédit à l'importation. Au 27 décembre 2009, les lettres de garantie émises totalisent 1 717 \$. Pour l'année 2009, le taux d'intérêt moyen pondéré sur les emprunts par crédit rotatif est de 1,9 % (4,5 % en 2008).

La compagnie doit respecter certains ratios financiers. Au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008, ceux-ci sont respectés.

Lettres de crédit

La compagnie dispose aussi d'une autre facilité de crédit non garantie d'un montant pouvant atteindre 55 000 \$ utilisée pour l'émission de lettres de crédit à l'importation. Les conditions à respecter sont les mêmes que celles du crédit rotatif. Au 27 décembre 2009, le montant utilisé est de 33 332 \$ (31 258 \$ en 2008).

b) Autres filiales

Des éléments d'actif au montant de 40 033 \$ (36 815 \$ en 2008) sont donnés en garantie d'emprunts bancaires. Ces emprunts bancaires portent intérêt à des taux variant du taux préférentiel au taux préférentiel plus 0,5 % et sont renouvelables annuellement. Au 27 décembre 2009, les taux d'intérêt varient de 2,25 % à 2,75 % (de 3,5 % à 3,75 % en 2008). Le montant autorisé de ces facilités de crédit est de 18 500 \$ (21 000 \$ en 2008) et le montant utilisé est de 4 815 \$ (7 340 \$ en 2008).

c) Coentreprises

Des éléments d'actif sont donnés en garantie d'emprunts bancaires. La quote-part de la compagnie de ces éléments d'actif s'élève à 9 440 \$ (10 672 \$ en 2008). Ces emprunts bancaires portent intérêt à des taux variant du taux préférentiel au taux préférentiel plus 1 % et sont renouvelables annuellement. Au 27 décembre 2009, les taux d'intérêt varient de 2,25 % à 3,25 % (de 3,5 % à 4,5 % en 2008). Le montant autorisé de ces facilités de crédit est de 18 400 \$ (17 200 \$ en 2008) et le montant utilisé est de 396 \$ (1 128 \$ en 2008).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

17. Dette à long terme

	2009	2008
Crédit rotatif, taux moyen pondéré 1,9 %, (4,5 % en 2008) (note 16 a)	– \$	39 789 \$
Déventures non garanties d'une valeur nominale de 400 000 \$, 5,4 %, échéant en 2016 ^(a)	396 564	396 182
Emprunts hypothécaires garantis par des actifs dont le coût non amorti est de 66 300 \$ (58 557 \$ en 2008), à des taux variant de taux préférentiel moins 0,25 % à 8,5 % (de 1,68 % à 7,95 % en 2008), échéant à différentes dates jusqu'en 2023	33 561	37 524
Obligations relatives aux biens loués, taux variant de 2,9 % à 12,4 % (de 0 % à 12,4 % en 2008), échéant à différentes dates jusqu'en 2017	6 953	11 058
Soldes de prix d'achats, variant de taux préférentiel moins 1 % à 3 %, payables à différentes dates jusqu'en 2010	442	5 618
Actions émises et payées 3 000 000 actions privilégiées catégorie D (4 000 000 actions en 2008) ^(b)	3 000	4 000
	440 520	494 171
Versements exigibles à court terme	9 996	15 696
	430 524 \$	478 475 \$

(a) Taux effectif de 5,5 %

(b) Au cours de l'exercice, la compagnie a racheté 1 000 000 d'actions (1 000 000 d'actions en 2008) en contrepartie de 1 000 \$ en espèces (1 000 \$ en 2008). Ces actions sont rachetables sur une période de 10 ans.

Les versements et rachats à effectuer au cours des prochains exercices s'établissent comme suit :

	Obligations relatives aux biens loués	Autres emprunts à long terme et actions
2010	3 818 \$	6 395 \$
2011	2 073	9 388
2012	747	8 336
2013	256	5 268
2014	199	3 163
2015 et suivants	202	404 663
Total des paiements minimums exigibles	7 295	
Frais financiers inclus dans les paiements minimums exigibles	342	
	6 953 \$	

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

18. Autres passifs à long terme

	2009	2008
Gain reporté sur une transaction de cession-bail	11 324 \$	12 470 \$
Obligations reportées relatives à des baux	19 993	16 101
	31 317 \$	28 571 \$

19. Garanties, engagements et éventualités

Garanties

Dans le cours normal de ses activités, la compagnie conclut des ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la NOC-14.

La compagnie se porte garante d'emprunts hypothécaires pour un montant de 1 305 \$. Ces emprunts s'échelonnent jusqu'en 2012 et la valeur nette comptable des actifs détenus en garantie, principalement composés de terrains et de bâtiments, est de 5 688 \$.

En vertu de conventions de rachat de biens en stocks, la compagnie s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à une moyenne de 61 % de la valeur au coûtant des stocks pour un montant maximal de 71 768 \$. Dans l'éventualité d'un recours, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la compagnie. Ces conventions ont une durée indéterminée mais peuvent être résiliées par la compagnie avec un préavis de 30 jours. De l'avis de la direction, la probabilité que des paiements importants soient engagés en vertu de ces obligations est faible.

Engagements

La compagnie s'est engagée en vertu de contrats de location échéant jusqu'en 2018 à verser une somme de 66 134 \$ pour du matériel roulant, de l'équipement informatique, de l'équipement de distribution, un entrepôt et pour l'immeuble abritant le siège social et le centre de distribution situé au Québec.

La compagnie s'est aussi engagée, en vertu de contrats échéant jusqu'en 2029 à verser des loyers minimums de 987 856 \$ pour des locaux de magasins corporatifs.

Dans le cadre de l'exploitation des magasins à grande surface avec des marchands actionnaires, la compagnie intervient à titre de locataire principal, pour ensuite établir une entente de sous-location avec les marchands actionnaires concernés. À cet effet, la compagnie s'est engagée en vertu de contrats échéant jusqu'en 2023 à verser des loyers minimums de 82 683 \$ pour des locaux et un terrain sur lequel un bâtiment est érigé. En contrepartie, la compagnie a signé des ententes de sous-location pour une somme de 81 979 \$.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

19. Garanties, engagements et éventualités (suite)

Engagements (suite)

Les paiements minimums exigibles (encaissements minimums exigibles) pour les cinq prochains exercices, en vertu des contrats de location, s'élèvent à 123 334 \$ (10 033 \$) en 2010, à 117 116 \$ (10 077 \$) en 2011, à 108 323 \$ (10 037 \$) en 2012, à 99 597 \$ (9 787 \$) en 2013 et à 91 998 \$ (8 571 \$) en 2014.

En 2005, la compagnie a conclu une entente de partenariat d'une durée de huit années pour des droits de commandites olympiques et paralympiques évaluée à 60 000 \$. De plus, en 2006 la compagnie s'est engagée à fournir un montant additionnel de 7 000 \$ par l'entremise de programmes de soutien financier aux athlètes. Au 27 décembre 2009, le solde de ces engagements est de 13 725 \$, soit 9 925 \$ en 2010, 1 900 \$ en 2011 et 1 900 \$ en 2012.

Éventualités

La compagnie fait l'objet de réclamations et de litiges divers dans le cadre de ses activités et les assureurs de la compagnie ont pris fait et cause dans certains de ces dossiers. De plus, lors de l'acquisition de Réno-Dépôt Inc., le vendeur s'est engagé à indemniser la compagnie pour les litiges qu'elle a dû assumer dans le cadre de cette acquisition.

La direction ne s'attend pas à ce que l'issue de ces réclamations et de ces litiges ait une incidence négative importante sur les résultats de la compagnie et a jugé ses provisions suffisantes à cet égard.

20. Capital-actions

Autorisé

Nombre illimité d'actions

Ordinaires

Privilégiées catégorie A, pouvant être émises en séries

Série 5, dividende non cumulatif égal à 70 % du taux préférentiel, rachetables au gré de la compagnie au prix de leur émission

Privilégiées catégorie B, dividende non cumulatif de 6 %, rachetables au gré de la compagnie à leur valeur nominale de 1 \$ chacune

Privilégiées catégorie C, pouvant être émises en séries

Série 1, dividende non cumulatif égal à 70 % du taux préférentiel, rachetables au gré de la compagnie à la valeur nominale de 1 000 \$ chacune

Privilégiées catégorie D, dividende cumulatif de 4 %, rachetables au gré de la compagnie à leur prix d'émission. Depuis 2003, elles sont rachetables sur une période maximale de dix ans à raison de 10 % par année, à leur prix d'émission (note 17)

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

20. Capital-actions (suite)

Émis et payé :

Les tableaux suivants présentent les variations du nombre d'actions ordinaires en circulation et leur valeur globale :

		2009
	Nombre d'actions	Montant
Solde au début	115 819 699	423 477 \$
Émission en contrepartie de dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires	328 692	3 744
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	113 775	502
Émission pour une contrepartie en espèces ^(a)	13 391 217	172 736
Solde avant élimination des participations croisées	129 653 383	600 459
Élimination des participations croisées	(80 251)	(524)
Solde à la fin	129 573 132	599 935
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires, nets des éliminations des coentreprises ^(b)		3 821
		603 756 \$

		2008
	Nombre d'actions	Montant
Solde au début	115 412 766	418 246 \$
Émission en contrepartie de dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires	197 854	3 349
Émission à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions	89 000	309
Émission pour une contrepartie en espèces	120 079	1 573
Solde avant élimination des participations croisées	115 819 699	423 477
Élimination des participations croisées	(72 396)	(435)
Solde à la fin	115 747 303	423 042
Dépôts sur souscription d'actions ordinaires, nets des éliminations des coentreprises ^(b)		3 744
		426 786 \$

(a) En juin 2009, la compagnie a émis 13 374 500 actions ordinaires au prix de 12,90 \$ l'action moyennant un produit brut global de 172 531 \$.

(b) Les dépôts reçus sur souscription d'actions ordinaires représentent des sommes encaissées au cours de l'exercice en vertu d'ententes commerciales conclues avec les marchands affiliés et franchisés. Ces dépôts sont convertis annuellement en actions ordinaires. Au 27 décembre 2009, si les dépôts de souscription avaient été convertis en actions ordinaires, 251 114 actions ordinaires de plus auraient été en circulation.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

21. Rémunération à base d'actions

Régimes d'options d'achat d'actions

Régime d'options d'achat d'actions du 1er mai 2002

La compagnie a adopté un régime d'options d'achat d'actions pour les cadres supérieurs désignés qui a été approuvé par les actionnaires le 1er mai 2002 et 2 920 000 options ont été attribuées à cette date. Les options attribuées en vertu de ce régime peuvent être exercées depuis que la compagnie a procédé à un appel public à l'épargne le 5 novembre 2002. La compagnie pouvait attribuer des options sur un nombre maximal de 3 740 000 actions ordinaires. Au 27 décembre 2009, les 2 920 000 options octroyées ont un prix de levée de 3,47 \$ et de ce nombre, 1 645 500 options (1 538 500 options au 28 décembre 2008) ont été exercées.

La juste valeur de chaque option octroyée a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes. Les calculs ont reposé sur un cours de l'action de 3,47 \$, une volatilité prévue de 30 %, un taux d'intérêt sans risque de 4,92 %, une durée prévue de quatre ans et un dividende prévu de 0 %. Selon cette méthode, la juste valeur des options accordées était de 1,10 \$ par option.

Il n'y a aucun coût de rémunération passé en charges au titre de ce régime pour les exercices terminés le 27 décembre 2009 et le 28 décembre 2008.

Régime d'options d'achat d'actions du 24 octobre 2002

Le 24 octobre 2002, le conseil d'administration a approuvé un autre régime d'options d'achat d'actions pour les cadres supérieurs désignés de la compagnie et pour des administrateurs désignés. Le nombre total d'actions ordinaires qui peuvent être émises aux termes du régime ne dépassera pas 10 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation moins le nombre d'actions faisant l'objet des options octroyées aux termes du régime d'options d'achat d'actions du 1er mai 2002. Ces options deviennent acquises à raison de 25 % par année si le cours de l'action s'est transigé pendant au moins 20 jours ouvrables consécutifs pendant la période de 12 mois précédant la date anniversaire de l'octroi à un prix égal ou supérieur au prix de l'octroi plus une prime de 8 % composée annuellement.

Le 8 mars 2007, le conseil d'administration a approuvé certaines modifications au régime. Ces modifications ont aussi été approuvées par les actionnaires lors de l'assemblée annuelle de ceux-ci le 8 mai 2007. Entre autres, ces modifications prévoient que ce régime n'est plus applicable aux administrateurs désignés de la compagnie ainsi que le remplacement des modalités d'octroi prévues au régime, par un mécanisme plus flexible pour fixer les modalités d'octroi des options. Le conseil d'administration pourra adopter les modalités les plus appropriées pour chaque type d'octroi. Lors des octrois d'options du 8 mars 2007, du 29 février 2008, du 9 décembre 2008 et du 11 mars 2009, le conseil a approuvé les octrois d'options dont les acquisitions seront sur une période de 4 ans suivant la date anniversaire des octrois, et ce, à raison de 25 % par année.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

21. Rémunération à base d'actions (suite)

Régimes d'options d'achat d'actions (suite)

Au 27 décembre 2009, les 2 475 752 options (1 959 052 options au 28 décembre 2008) octroyées ont un prix de levée variant de 10,62 \$ à 26,87 \$ (10,86 \$ à 26,87 \$ au 28 décembre 2008) et de ce nombre, 91 875 options (85 100 options au 28 décembre 2008) ont été exercées et 691 525 options (274 450 options au 28 décembre 2008) ont été frappées d'extinction.

La juste valeur des options octroyées au montant de 4,11 \$ (4,39 \$ en 2008) a été estimée à la date d'attribution au moyen du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes en fonction des moyennes pondérées des hypothèses suivantes pour les options octroyées au cours de la période :

	2009	2008
Taux d'intérêt sans risque	1,98 %	3,19 %
Volatilité prévue de l'action	35 %	26 %
Dividende annuel prévu	0 %	0 %
Durée prévue (en années)	6	6

Le coût de rémunération passé en charges au titre de ce régime est de 237 \$ et de 946 \$ pour les périodes de treize et de cinquante-deux semaines terminées le 27 décembre 2009 (380 \$ et 1 518 \$ au 28 décembre 2008).

Un sommaire de la situation des régimes d'options d'achat d'actions de la compagnie et des changements survenus dans les périodes terminées à ces dates est présenté ci-après :

	2009	
	Options	Prix de levée moyen pondéré
Solde au début	2 981 002	11,46 \$
Octroyées	516 700	10,62
Exercées	(113 775)	4,11
Frappées d'extinction	(417 075)	19,47
Solde à la fin	2 966 852	10,47
Options pouvant être exercées à la fin	1 906 969	7,72 \$

	2008	
	Options	Prix de levée moyen pondéré
Solde au début	2 922 552	11,31 \$
Octroyées	258 200	13,99
Exercées	(89 000)	3,47
Frappées d'extinction	(110 750)	20,07
Solde à la fin	2 981 002	11,46
Options pouvant être exercées à la fin	1 965 569	7,22 \$

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

21. Rémunération à base d'actions (suite)

Régimes d'options d'achat d'actions (suite)

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options d'achat d'actions en cours au 27 décembre 2009 :

Prix de levée	Date d'expiration	Nombre d'options en cours	Nombre d'options pouvant être exercées
3,47 \$	1er janvier 2012	1 274 500	1 274 500
10,62 \$	11 mars 2019	498 500	–
10,86 \$	9 décembre 2018	15 000	3 750
14,18 \$	1er mars 2018	198 425	50 600
14,29 \$	16 décembre 2013	404 650	404 650
20,27 \$	22 décembre 2014	96 000	96 000
21,21 \$	24 février 2016	301 000	–
21,78 \$	1er septembre 2016	17 576	4 394
23,58 \$	8 mars 2017	143 625	73 075
26,87 \$	24 février 2016	17 576	–
		2 966 852	1 906 969

Régime d'unités d'actions à l'intention des dirigeants

La compagnie offre un régime d'unités d'actions aux dirigeants et aux employés clés de la compagnie et de ses filiales en vertu duquel des unités d'actions de négociation restreinte (UANR) sont octroyées. Les unités d'actions sont acquises après une durée maximale de trois ans, sur la base de cibles de rendement. Les UANR sont comptabilisées comme une charge de rémunération linéairement sur la période d'acquisition en fonction de l'atteinte prévue des cibles de rendement. Les UANR sont réévaluées à la juste valeur marchande à la date de clôture de chaque période, jusqu'à la date d'acquisition en utilisant le cours de l'action ordinaire de la compagnie. Les variations de la juste valeur marchande sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie est présentée dans les comptes fournisseurs et charges à payer. Les UANR acquises seront versées, au gré de la compagnie, en espèces ou en actions ordinaires, achetées sur le marché secondaire, ayant une valeur globale égale au montant qui aurait été payé en espèces.

	UANR	
	2009	2008
Nombre d'unités :		
Solde au début	229 360	79 560
Octroyées	495 450	165 850
Frappées d'extinction	(42 270)	(16 050)
Solde à la fin	682 540	229 360

La charge enregistrée dans l'état des résultats consolidé pour les périodes de treize et de cinquante-deux semaines terminées le 27 décembre 2009 est de 649 \$ et de 1 568 \$ (65 \$ et 651 \$ en 2008).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

21. Rémunération à base d'actions (suite)

Régime d'unités d'actions à l'intention des administrateurs

La compagnie offre un régime d'unités d'actions différées (UAD) à ses administrateurs externes. En vertu de ce régime, les administrateurs peuvent choisir de recevoir sous forme d'UAD tout pourcentage, jusqu'à concurrence de 100 %, des honoraires qui leur sont payables à l'égard de leurs fonctions d'administrateurs. Lorsqu'un administrateur se prévaut de ce régime, la compagnie crédite le compte de l'administrateur d'un nombre d'unités égal au montant de rémunération différée, divisé par la moyenne du cours boursier de clôture des actions ordinaires pendant les cinq jours précédant immédiatement le dernier jour de chaque trimestre de la compagnie. Les variations de la juste valeur marchande sont comptabilisées comme une charge de rémunération et la contrepartie dans les comptes fournisseurs et charges à payer dans le bilan consolidé. Les UAD octroyées aux termes du régime d'UAD sont rachetables, et la valeur de celles-ci est payable, seulement lorsque le porteur d'UAD a cessé d'être administrateur de la compagnie.

	UAD	
	2009	2008
Nombre d'unités :		
Solde au début	103 421	40 153
Rémunération des administrateurs	45 718	63 268
Solde à la fin	149 139	103 421

La charge enregistrée dans l'état des résultats consolidé pour les périodes de treize et de cinquante-deux semaines terminées le 27 décembre 2009 est de 61 \$ et de 989 \$ (231 \$ et 440 \$ en 2008).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

22. Informations à fournir concernant le capital

La compagnie maintient un niveau de capital lui permettant de rencontrer plusieurs objectifs. Elle vise principalement un ratio de dette totale sur le capital acceptable afin d'avoir accès à des sources de financement suffisantes lui permettant de supporter ses opérations courantes, de poursuivre sa stratégie de croissance interne et d'entreprendre des acquisitions ciblées.

La dette totale se compose des emprunts bancaires et de la dette à long terme. Le capital de la compagnie se compose de la dette totale et des capitaux propres.

Au 27 décembre 2009, la compagnie présente un ratio dette nette totale/capital de 10,4 % (25,0 % au 28 décembre 2008).

La compagnie gère sa structure de capital et y apporte des rajustements en fonction des changements qui touchent la conjoncture économique et les caractéristiques de risque des actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou de rajuster sa structure de capital, la compagnie peut être amenée à émettre de nouvelles actions ou à vendre des actifs afin de réduire la dette.

Les facilités de crédit de la compagnie sont assorties de certaines clauses restrictives touchant entre autres le ratio de levier financier et les ratios de couverture d'intérêts. Ces ratios sont soumis trimestriellement au conseil d'administration de la compagnie et sont respectés au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008. À l'exception des clauses restrictives liées aux facilités de crédit, la compagnie n'est soumise à aucune exigence en matière de capital imposée par des tiers.

23. Instruments financiers

La valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes :

	2009		2008	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				
Encaisse	239 257 \$	239 257 \$	12 345 \$	12 345 \$
Instruments financiers dérivés	801	801	1 089	1 089
Prêts et créances				
Débiteurs	250 845	250 845	234 027	234 027
Prêts et avances	9 107	9 337	7 667	7 877
Passifs financiers				
Emprunts bancaires	5 211	5 211	8 468	8 468
Comptes fournisseurs et charges à payer	427 817	427 817	422 318	422 318
Crédit rotatif	—	—	39 789	39 789
Déventures	396 564	383 800	396 182	302 640
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	34 003	35 237	43 142	43 945
Actions privilégiées	3 000	3 000	4 000	4 000
Passifs financiers détenus à des fins de transaction				
Instruments financiers dérivés	776	776	2 180	2 180

23. Instruments financiers (suite)

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la juste valeur estimative de chaque catégorie d'instruments financiers :

- La juste valeur des débiteurs, des comptes fournisseurs et charges à payer est comparable à leur valeur comptable en raison des courtes échéances;
- La juste valeur des prêts et avances, emprunts hypothécaires et soldes des prix d'achats a été déterminée à partir du calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux d'intérêt effectifs dont pourraient se prévaloir la compagnie à la date de clôture;
- La juste valeur des emprunts bancaires et du crédit rotatif est comparable à leur valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché ;
- La juste valeur des débentures a été déterminée en fonction de leurs cours acheteurs à la date de clôture;
- La juste valeur des actions privilégiées catégorie D, présentées dans la dette à long terme, se rapproche de leur valeur comptable (valeur de rachat) ;
- La juste valeur des instruments dérivés a été déterminée en comparant les taux initiaux des dérivés avec les taux en vigueur lors de la réévaluation de ceux-ci avec des contrats ayant la même valeur et la même échéance (données observables sur le marché).

Hiérarchie des justes valeurs

En vertu des modifications apportées au chapitre 3862, *Instruments financiers – informations à fournir*, qui établissent une hiérarchie des justes valeurs, la compagnie est tenue de maximiser l'utilisation de données d'entrée observables et de minimiser l'utilisation de données d'entrée non observables lors de l'évaluation de la juste valeur. La compagnie applique principalement l'approche de marché pour les évaluations récurrentes de justes valeurs. Le chapitre décrit trois niveaux de données d'entrée qui peuvent être utilisés pour évaluer la juste valeur :

Niveau 1 – Les prix (non rajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2 – Les données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des dérivés de prix).

Niveau 3 – Les données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

23. Instruments financiers (suite)

Hiérarchie des justes valeurs (suite)

Les évaluations à la juste valeur comptabilisées au bilan sont classées selon les niveaux suivants :

	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Encaisse	239 257 \$	– \$	– \$	239 257 \$
Instruments financiers dérivés	–	801	–	801
Passifs				
Instruments financiers dérivés	–	776	–	776

Les produits, charges, gains et pertes générés par des actifs ou des passifs financiers enregistrés en résultat net sont les suivants :

	2009	2008
Intérêts sur les débiteurs	(2 942) \$	(2 603) \$
Intérêts sur les prêts et avances à long terme	(2 202)	(3 466)
Dividendes sur les actions privilégiées rachetables	–	(29)
Intérêts sur les emprunts bancaires	2 586	2 134
Intérêts sur la dette à long terme	20 951	28 106
Perte sur la juste valeur des instruments financiers dérivés	462	846

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

23. Instruments financiers (suite)

Risque de crédit

Le risque de crédit fait référence au risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une ou l'autre de ses obligations et amène de ce fait la compagnie à subir une perte financière, les principaux risques étant liés aux débiteurs ainsi qu'aux prêts et avances de la compagnie. Celle-ci peut également être exposée au risque de crédit en raison de son encaisse et de ses contrats de change à terme, risque qu'elle gère en ne traitant qu'avec des institutions financières de renom.

Pour gérer le risque de crédit sur les débiteurs ainsi que sur les prêts et avances à recevoir, la compagnie détient des hypothèques sur certains biens meubles et immeubles appartenant à ses débiteurs ainsi que des cautionnements et examine régulièrement leur solidité financière. Des provisions sont comptabilisées à la date du bilan afin de tenir compte des pertes potentielles et sont établies client par client.

Le classement chronologique des comptes clients est comme suit :

	2009	2008
Courant	187 623 \$	168 836 \$
Dû depuis 0 à 30 jours	37 231	36 342
Dû depuis 31 à 120 jours	18 276	20 076
Dû depuis plus de 121 jours	11 417	12 549
Comptes clients	254 547	237 803
Moins : provision pour mauvaises créances	13 230	12 310
	241 317 \$	225 493 \$

L'évolution de la provision pour mauvaises créances qui a été constituée à l'égard des comptes clients est présentée ci-après :

	2009	2008
Solde au début	12 310 \$	10 181 \$
Dépense pour mauvaises créances	4 038	3 384
Montants radiés et recouvrements	(3 118)	(1 255)
Solde à la fin	13 230 \$	12 310 \$

Au 27 décembre 2009, l'exposition maximale au risque de crédit est de 500 010 \$ (255 128 \$ au 28 décembre 2008), ce qui représente la valeur comptable des instruments financiers inscrits à l'actif de la compagnie, incluant l'encaisse au montant de 239 257 \$ (12 345 \$ en 2008).

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

23. Instruments financiers (suite)

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la compagnie ne puisse satisfaire à ses obligations à temps ou à un prix raisonnable. La compagnie gère son risque de liquidité en tenant compte des besoins opérationnels et en recourant à de multiples sources de financement pour maintenir sa flexibilité. La compagnie établit des prévisions budgétaires et de trésorerie afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour rencontrer ses obligations. Au cours des dernières années, la compagnie a financé l'accroissement de sa capacité, l'augmentation de son chiffre d'affaires, ses besoins en fonds de roulement et ses acquisitions, principalement par des fonds autogénérés, par l'émission de débentures et par l'utilisation régulière de son crédit rotatif.

Ce qui suit indique les montants exigibles aux dates d'échéance contractuelle des passifs financiers, y compris les versements d'intérêts, le cas échéant. :

	2009				
	Total	Moins de 1 an	1 - 2 ans	3 - 4 ans	5 ans et plus
Débitures	556 556 \$	21 600 \$	43 200 \$	43 200 \$	448 556 \$
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	34 213	5 395	15 724	8 431	4 663
Obligations relatives aux biens loués	7 295	3 818	2 820	455	202
Actions privilégiées	3 000	1 000	2 000	—	—
Emprunts bancaires	5 211	5 211	—	—	—
Comptes fournisseurs et charges à payer	418 257	418 257	—	—	—
Instruments financiers dérivés	776	776	—	—	—
Total	1 025 308 \$	456 057 \$	63 744 \$	52 086 \$	453 421 \$

					2008
	Total	Moins de 1 an	1 - 2 ans	3 - 4 ans	5 ans et plus
Crédit rotatif	39 789 \$	– \$	– \$	39 789 \$	– \$
Débentures	578 156	21 600	43 200	43 200	470 156
Emprunts hypothécaires et soldes de prix d'achats	43 386	9 962	10 184	14 977	8 263
Obligations relatives aux biens loués	11 467	5 016	5 561	819	71
Actions privilégiées	4 000	1 000	2 000	1 000	–
Emprunts bancaires	8 468	8 468	–	–	–
Comptes fournisseurs et charges à payer	412 698	412 698	–	–	–
Instruments financiers dérivés	2 180	2 180	–	–	–
Total	1 100 144 \$	460 924 \$	60 945 \$	99 785 \$	478 490 \$

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

23. Instruments financiers (suite)

Risque de change

Le risque de change de la compagnie provient d'achats faits en dollars américains. Afin de limiter les impacts sur le bénéfice net dû à la variation du dollar canadien par rapport au dollar américain, la compagnie a recours à des contrats de change à terme. La compagnie n'utilise pas d'instruments financiers dérivés aux fins de spéculation ni de négociation.

Au 27 décembre 2009, la valeur nominale des contrats de change à terme est de 70 700 \$ US. Le taux moyen de ces contrats est de 1,0612 et ils viennent à échéance à différentes dates jusqu'en septembre 2010.

Le 27 décembre 2009, si le dollar canadien avait varié de 1 %, à la hausse ou à la baisse en comparaison avec le dollar américain, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de la compagnie pour l'exercice terminé le 27 décembre 2009 aurait été inférieur ou supérieur de 37 \$ (144 \$ en 2008).

Risque de taux d'intérêt

Dans le cours normal de ses affaires, la compagnie est exposée à un risque de fluctuations de taux d'intérêt en raison des prêts et créances qu'elle consent ainsi que des emprunts qu'elle contracte à des taux variables. La compagnie gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables.

Le 27 décembre 2009, si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le bénéfice net de la compagnie pour l'exercice terminé le 27 décembre 2009 aurait été inférieur ou supérieur de 330 \$ (229 \$ en 2008).

24. Avantages sociaux futurs

Au 27 décembre 2009, la compagnie maintient sept régimes de retraite à cotisations déterminées (neuf en 2008) et quatre à prestations déterminées (quatre en 2008).

La charge totale à l'égard des régimes de retraite à cotisations déterminées est de 9 012 \$ (9 326 \$ en 2008).

Le total des paiements en espèces au titre des avantages sociaux futurs pour 2009, qui est constitué des cotisations de la compagnie à ses régimes de retraite à prestations déterminées et à cotisations déterminées, s'est chiffré à 13 109 \$ (12 218 \$ en 2008).

La compagnie évalue ses obligations au titre des prestations constituées et la juste valeur des actifs des régimes pour les besoins de la comptabilité au 31 décembre de chaque année. Les régimes à prestations déterminées font l'objet d'une évaluation actuarielle aux fins de la capitalisation tous les trois ans. L'un d'entre eux a été évalué au 31 décembre 2007 et les autres au 31 décembre 2008. Les prochaines évaluations actuarielles aux fins de la capitalisation auront lieu les 31 décembre 2010 et 31 décembre 2011, respectivement.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

24. Avantages sociaux futurs (suite)

Les informations relatives aux régimes de retraite à prestations déterminées, prises collectivement, se présentent comme suit :

	2009	2008
Obligations au titre des prestations constituées		
Solde au début	32 327 \$	40 736 \$
Coût des services rendus	328	499
Cotisations des employés	225	227
Intérêts débiteurs	2 427	2 246
Prestations versées	(2 573)	(1 842)
Perte actuarielle (gain actuariel)	5 427	(9 321)
Règlement	(346)	(218)
Solde à la fin	37 815 \$	32 327 \$
Actifs des régimes		
Juste valeur au début	35 169 \$	38 702 \$
Rendement réel	4 333	(5 670)
Cotisations de l'employeur	4 097	4 016
Cotisations des employés	225	227
Prestations versées	(2 573)	(1 842)
Règlement	(572)	(264)
Juste valeur à la fin	40 679 \$	35 169 \$
Situation de capitalisation – excédent	2 864 \$	2 842 \$
Coût non amorti des services passés	–	8
Perte actuarielle nette non amortie	10 206	7 023
Obligation transitoire non amortie	–	45
Provision pour moins-value	(93)	(29)
Actif au titre des prestations constituées	12 977 \$	9 889 \$
Actif au titre des prestations constituées compris dans les autres éléments d'actifs (note 15)	12 977 \$	9 896 \$
Passif au titre des prestations constituées compris dans les comptes fournisseurs et charges à payer	– \$	7 \$
Composition des actifs des régimes		
Titres de participation	59 %	52 %
Titres des créances	41 %	48 %
Total	100 %	100 %

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

24. Avantages sociaux futurs (suite)

La charge nette de retraite au titre des régimes à prestations déterminées se présente comme suit :

	2009	2008
Coûts des services rendus au cours de l'exercice	328 \$	499 \$
Intérêts débiteurs	2 427	2 246
Rendement réel des actifs des régimes	(4 333)	5 670
Perte actuarielle (gain actuariel)	5 427	(9 321)
Composantes du coût des avantages sociaux futurs avant ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme de ce coût	3 849	(906)
Ajustements visant à prendre en compte la nature à long terme du coût des avantages sociaux futurs :		
Écart entre le rendement prévu et le rendement réel des actifs des régimes pour l'exercice	1 808	(8 396)
Écart entre le montant de la perte actuarielle constaté pour l'exercice et le montant réel de la perte actuarielle ou du gain actuariel sur l'obligation au titre des prestations constituées pour l'exercice	(4 991)	10 393
Perte dû au règlement	226	60
Amortissement du coût des services passés	8	14
Amortissement de l'obligation transitoire	45	42
	945	1 207
Provision pour moins-value constituée à l'égard de l'actif au titre des prestations constituées	64	(110)
Coûts constatés au titre des prestations déterminées	1 009 \$	1 097 \$

Les moyennes pondérées des hypothèses actuarielles significatives retenues pour évaluer les obligations au titre des prestations constituées et de la charge nette de retraite pour les régimes à prestations déterminées sont les suivantes :

	2009	2008
Obligations au titre des prestations constituées au 31 décembre		
Taux d'actualisation	6,25 %	7,5 %
Taux de croissance de la rémunération	3,6 %	3,5 %
Charge nette de retraite pour les exercices terminés le 31 décembre :		
Taux d'actualisation	7,5 %	5,5 %
Taux de rendement prévu des actifs	7,0 %	7,0 %
Taux de croissance de la rémunération	3,5 %	3,4 %

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiées et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

25. Informations sur les coentreprises

Les participations dans des coentreprises peuvent ne pas être comparables d'un exercice financier à l'autre, étant donné que la compagnie peut céder ses participations et qu'elle peut acquérir des participations dans de nouvelles coentreprises. De plus, ces dernières peuvent ne pas avoir un exercice financier complet.

La compagnie détient la quote-part suivante des éléments d'actif, de passif, de résultats et de trésorerie relativement à ses participations dans des coentreprises :

	2009	2008
Actif à court terme	12 156 \$	11 728 \$
Actif à long terme	14 249	14 496
Passif à court terme	6 269	6 854
Passif à long terme	9 157	8 795
Ventes	50 237	56 423
Bénéfice avant intérêts, amortissements, impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	2 768	4 793
Bénéfice net	909	1 823
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	2 113	(3 847)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(937)	4 808
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(570)	703

Les ventes de la compagnie incluent des ventes effectuées à la juste valeur à des coentreprises pour un montant de 87 153 \$ (92 586 \$ en 2008).

La quote-part de la compagnie dans les engagements de ces coentreprises représente 265 \$ (117 \$ en 2008).

26. Informations sectorielles

La compagnie compte deux secteurs d'activité isolables : celui de la distribution et celui des magasins corporatifs et franchisés. La distribution correspond à l'approvisionnement des magasins affiliés, franchisés et corporatifs. Les magasins corporatifs et franchisés correspondent aux opérations de détail des magasins corporatifs et à la quote-part des opérations de détail des magasins franchisés dans lesquels la compagnie détient une participation.

Les conventions comptables qui s'appliquent aux secteurs isolables sont les mêmes que celles qui sont décrites dans les conventions comptables. La compagnie évalue la performance selon le bénéfice avant intérêts, amortissements et dépréciation, loyers, impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle, à savoir les ventes moins les frais imputables. La compagnie comptabilise les opérations intersectorielles à la juste valeur.

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 et au 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

26. Informations sectorielles (suite)

	4e trimestre		Cumulatif	
	2009	2008	2009	2008
	(Retraité)		(Retraité)	
Ventes des secteurs				
Magasins corporatifs et franchisés	877 304 \$	866 837 \$	3 540 227 \$	3 741 748 \$
Distribution	527 597	513 555	2 318 172	2 357 209
Total	1 404 901	1 380 392	5 858 399	6 098 957
Ventes intersectorielles et redevances				
Magasins corporatifs et franchisés	—	—	—	—
Distribution	(263 969)	(255 780)	(1 181 040)	(1 207 835)
Total	(263 969)	(255 780)	(1 181 040)	(1 207 835)
Ventes				
Magasins corporatifs et franchisés	877 304	866 837	3 540 227	3 741 748
Distribution	263 628	257 775	1 137 132	1 149 374
Total	1 140 932	1 124 612	4 677 359	4 891 122
Bénéfice avant intérêts, amortissements et dépréciation, loyers, impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle				
Magasins corporatifs et franchisés	92 580	87 131	370 812	403 119
Distribution	20 941	20 369	101 587	100 590
Total	113 521	107 500	472 399	503 709
Bénéfice avant intérêts, amortissements et dépréciation, impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle				
Magasins corporatifs et franchisés	63 067	59 824	252 840	286 177
Distribution	15 744	15 468	80 154	78 552
Total	78 811	75 292	332 994	364 729
Acquisition d'immobilisations et actifs incorporels				
Magasins corporatifs et franchisés	21 356	49 648	107 714	159 508
Distribution	16 443	17 392	54 290	41 832
Total	37 799	67 040	162 004	201 340
Écarts d'acquisition				
Magasins corporatifs et franchisés	(91)	(1 456)	1 266	7
Distribution	—	—	—	—
Total	(91) \$	(1 456) \$	1 266	7
Total de l'actif				
Magasins corporatifs et franchisés			2 116 883	2 105 008
Distribution			633 000	373 910
Total			2 749 883 \$	2 478 918 \$

RONA inc.

Notes complémentaires aux états financiers consolidés

au 27 décembre 2009 au 28 décembre 2008

(non vérifiés et en milliers de dollars, sauf les montants par action)

27. Bénéfice net par action

Le tableau suivant présente le calcul du bénéfice net de base et dilué par action :

	4e trimestre		Cumulatif	
	2009	2008	2009	2008
	(Retraité – note 2)		(Retraité – note 2)	
Bénéfice net	30 825 \$	29 753 \$	138 252 \$	156 451 \$
Nombre d'actions (en milliers)				
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du bénéfice net de base par action	129 571,9	115 746,4	123 628,0	115 643,6
Effet de dilution des options d'achat d'actions ^(a)	1 100,4	965,5	1 073,2	1 060,1
Moyenne pondérée des actions utilisée pour le calcul du bénéfice net dilué par action	130 672,3	116 711,9	124 701,2	116 703,7
Bénéfice net de base par action	0,24 \$	0,26 \$	1,12 \$	1,35 \$
Bénéfice net dilué par action	0,24 \$	0,25 \$	1,11 \$	1,34 \$

(a) Au 27 décembre 2009, 575 777 options d'achat d'actions ordinaires (1 166 952 options au 28 décembre 2008) n'ont pas été incluses dans le calcul du bénéfice net dilué par action parce que ces options ont un effet antidilutif.